

Rapport annuel EuroMeSCo 2006

Viser juste :
leçons autour de
« la crise des
caricatures »

05

Viser juste : leçons autour de « la crise des caricatures »

Mai 2007

Ce rapport, élaboré pour la Commission européenne
sous le contrat MED-2005/109-063,
ne reflète en aucun cas les opinions de la Commission.

Publié par le Secrétariat EuroMeSCo à l'IEEI
Largo de São Sebastião, 8 – Paço do Lumiar 1600-762 Lisboa – Portugal
Téléphone +351 210 306 700 – Fax +351 217 593 983
mednet@mail.telepac.pt – www.euromesco.net

Élaboré en novembre 2006
Imprimé au Portugal
ISBN: 978-972-8109-36-3
Depósito legal: 263898/07

Rapport annuel EuroMeSCo 2006.05

Viser juste : leçons autour de « la crise des caricatures »

Remerciements	4
Résumé	5
I. Introduction	9
II. Interprétations politiques de la crise des caricatures	11
Les réactions majeures	11
L'émergence de nouveaux acteurs	18
Une première conclusion : lutter contre les politiques identitaires	25
III. Choc des civilisations et relativisme culturel	27
La popularité du relativisme culturel	27
Le « choc des civilisations »	28
Théories civilisationnelles et dialogue	29
Le nationalisme à base identitaire	31
IV. La bonne réponse : l'inclusion dans la diversité	33
L'hospitalité : l'approche adéquate pour l'immigration	33
Le rôle du Partenariat euro-méditerranéen	36
V. Recommandations pour le Partenariat euro-méditerranéen	39
Une initiative contre l'intolérance et la xénophobie	42
Une Charte PEM des droits des migrants	42
Un programme commun pour combler le fossé de la connaissance	42
Une réorientation des objectifs de la Fondation Anna Lindh	42
Repères chronologiques	44
Note bibliographique	45

Remerciements

Ce rapport a été élaboré à la demande de la Commission européenne. Il a été coordonné et rédigé par Álvaro de Vasconcelos, sur la base d'articles rédigés par Mustafa Akyol, Amr ElShobaki, Abdelali Hamidine, Ulla Holm, Rania Safar, de contributions de George Joffé et Bárbara Direito, ainsi que des commentaires d'Abdallah Saaf. Parmi les autres sources réunies pour la rédaction du rapport, les contributions au questionnaire élaborées dans le cadre de l'enquête IEEI-CERSS-IEMed sur « la crise des caricatures de Mohammed », ont été synthétisées ultérieurement par Alain Blomart de l'IEMed et fait l'objet du *EuroMeSCo Paper* n. 57. Les discussions qui avaient eu lieu lors des réunions EuroMeSCo ont également constitué des outils précieux pour la rédaction de ce rapport. À noter, parmi celles-ci, le séminaire de gestion de crise intitulé « La polémique des caricatures », qui s'est tenu à Istanbul les 15-16 mai 2006 et la Conférence annuelle d'EuroMeSCo, «Voies vers la démocratie et l'inclusion dans la diversité », en octobre 2006.

La traduction et la révision générale ont été réalisées par Alexandra Barahona de Brito. La révision finale de la version anglaise a été confiée à George Joffé. La traduction de la version française a été confiée à Rania Safar.

La version préliminaire du rapport a été rédigée en novembre 2006. Elle a été remise à jour pour être publiée en mai 2007, en tant que Section 05 du Rapport annuel EuroMeSCo 2006.

Résumé

Ce rapport a été rédigé à la demande de la Commission européenne. Il examine le rôle des initiatives dites interculturelles dans le processus de construction d'une communauté euro-méditerranéenne d'États démocratiques, en se fondant sur l'analyse des répercussions de la « crise des caricatures » et du débat sur « le choc des civilisations ». Le rapport étudie les conséquences de la « crise des caricatures » dans l'espace euro-méditerranéen.

Intolérance et xénophobie : défis majeurs de notre temps

La « crise des caricatures » a émergé, au cours de la dernière décennie, sur fond de montée d'un nouveau courant xénophobe dans plusieurs pays européens, fondé sur l'idée selon laquelle l'identité politique et culturelle est menacée par les immigrés et leurs descendants, et en particulier par les musulmans. Cette « crise des caricatures » reflète aussi les idéologies identitaires des groupes extrémistes dans certains pays du Sud, ainsi que l'attitude de certains leaders politiques prêts à s'aligner sur des positions similaires à celles des extrémistes afin d'améliorer leur réputation à court terme. La « crise des caricatures » démontre que l'intolérance envers la différence constitue désormais un élément clé des politiques populistes, aussi bien au nord qu'au sud de la Méditerranée. L'islamophobie et l'antisémitisme constituent deux aspects des idéologies contemporaines de l'intolérance, mais sont loin d'être les seuls. *L'avenir des relations euro-méditerranéennes et de la communauté des États démocratiques, voire de la démocratie et de l'intégration européenne dépend largement de la possibilité de trouver la réponse adéquate à l'intolérance et à la discrimination culturelle.*

Une crise politique aux retombées culturelles

La controverse en Europe et dans les pays du sud de la Méditerranée autour des caricatures du prophète Mahomet s'est transformée en crise pour des raisons principalement politiques. La polémique a été alimentée, au Danemark, par la tension entre les communautés musulmanes et l'extrême droite xénophobe et influente. Elle s'inscrirait en fait, au Moyen-Orient, dans le contexte du débat sur la réforme politique, l'émergence de l'Islam politique et des crises régionales et internationales, qui se sont fortement répercutées en Syrie et au Liban. La crise a montré à quel point les perceptions négatives de « soi » et de « l'Autre » sont aujourd'hui répandues dans la région euro-méditerranéenne et reflètent les tensions accumulées par la guerre en Irak, la question palestinienne, les actes terroristes en Europe et les actions unilatérales de l'Administration Bush. Les perceptions négatives et les préjugés religieux ont été exploités au Sud – ainsi qu'au Nord, dans une certaine mesure – pour retirer un gain politique à court terme. Quelles que soient les causes, la manipulation politique d'un sujet aussi sensible n'a contribué qu'à renforcer les stéréotypes et l'intolérance, et à conférer à la crise une coloration culturelle et religieuse alors qu'il s'agit, en réalité, d'une question politique. *Dans*

le climat de tension actuel qui règne dans la région, tout porte à croire que nous devons nous attendre à ce que des crises, semblables à celle des caricatures, tendent à surgir régulièrement dans l'avenir. Toute solution efficace à ces crises, à moyen ou à long terme, nécessite la résolution des problèmes fondamentaux de la région du sud de la Méditerranée, qui dominent aujourd'hui la scène politique mondiale.

Réfuter le paradigme civilisationnel

Ce rapport constate la popularité grandissante des théories politiques culturalistes, telles que celle du « choc des civilisations » de Huntington, et du développement de politiques identitaires tant au Nord qu'au Sud. Le concept du « choc des civilisations » a été utilisé, sur les deux rives, pour expliquer les réactions aux caricatures. L'utilisation de ce concept a contribué à voiler, par conséquent, les réalités politiques et sociales sous-jacentes à la crise, devenues pratiquement imperceptibles. Cette approche conduit à une conception dangereuse et trompeuse selon laquelle il existerait une révolte immense et radicale contre « l'Occident », émanant d'une « civilisation » entière. Ces explications formulées en termes civilisationnels – associant des régions, des sociétés ou des religions entières à des attitudes spécifiques, identifiant des « civilisations » à des acteurs politiques et polarisant, de cette façon, les relations au sein de la Méditerranée, soit en termes négatifs (confrontation) soit positifs (dialogue) – ne contribuent qu'à alimenter la xénophobie et les stéréotypes. L'attention devrait être portée sur les réalités politiques et sociales et non sur les civilisations. *L'ignorance mutuelle des réalités politiques au Nord comme au Sud, ou en d'autres termes, le « fossé de la connaissance », a donné libre cours à des généralisations à outrance sur l'« Autre », de part et d'autre de la Méditerranée, en termes d'images stéréotypées de deux mondes monolithiques et opposés. Ce sont les problèmes politiques et sociopolitiques de fond qui sous-tendent les crises actuelles, et non les civilisations.*

La notion d'un « destin commun » et l'avenir du PEM

La plupart des leaders politiques, des représentants des communautés immigrées et des acteurs de la société civile ont opté, durant la crise, pour un débat politique et des manifestations pacifiques. En effet, la majorité de ces acteurs ont exprimé le souhait d'éviter davantage de divisions entre les communautés musulmanes et non musulmanes au sein de l'Union européenne ; de prévenir l'accentuation, parmi les citoyens du Nord et du Sud, des perceptions négatives de l'« Autre » et de contrer les manipulations politiques du sentiment religieux. Cette même attitude de prudence a été observée au sein de la plupart des groupes islamistes au Sud, ce qui indique qu'il existe toujours un accord minimum entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée sur la possibilité d'un « destin commun » et d'« intérêts communs ». La crise a également mis en évidence le développement des sociétés civiles sud-méditerranéennes, dont les activités politiques et sociales transcendent l'agenda nationaliste traditionnel. Ceci favorise l'établissement d'un

terrain d'entente avec les sociétés civiles européennes. *La crise des caricatures a paradoxalement montré le bien-fondé des objectifs politiques du PEM lorsque les initiatives regroupent impérativement une pluralité d'acteurs, non seulement les gouvernements, mais tout l'éventail des partis politiques (y compris les partis islamistes) ainsi que les groupes de la société civile.*

Le PEM : l'inclusion dans la diversité

La crise a démontré que le PEM constituait un cadre adéquat pour la résolution de crises de cette nature. Celles-ci représentent un défi pour le Partenariat euro-méditerranéen étant donné qu'il s'agit du seul Partenariat qui vise à créer une communauté démocratique, regroupant une grande variété de cultures et de religions. Il s'agit d'une communauté fondée sur le principe de l'inclusion dans la diversité – ou en d'autres termes de la nécessité que tous les citoyens jouissent des mêmes droits, y compris du droit à la diversité culturelle conformément au principe de l'hospitalité ; de la nécessité d'un engagement ferme dans la lutte contre les grands problèmes économiques et sociaux ; du besoin de considérer les immigrés et les communautés migrantes comme des acteurs fondamentaux des relations interrégionales et de l'impératif que tous les citoyens et les courants politiques jouissent des mêmes libertés au sein de la société civile. *Le succès du Partenariat euro-méditerranéen dépend aujourd'hui non seulement de la capacité des pays du Sud à se démocratiser, mais aussi de celle des États européens à accepter la diversité interne et les transformations culturelles qu'un tel changement implique et à aborder la question de l'immigration conformément aux valeurs de l'Union.*

Viser juste : les mots clés sont « différenciation », clarté des objectifs et actions ciblées

Le rapport affirme qu'une interprétation rigoureuse des faits est nécessaire, ainsi qu'une analyse au cas para cas qui prenne en compte les facteurs sociaux et politiques qui alimentent les conflits, afin de trouver les bonnes réponses. La crise des caricatures a montré que les initiatives diplomatiques devraient être résolument poursuivies très tôt, avant que les problèmes ne prennent l'ampleur de crises. Quant au moyen idéal d'aborder ce genre de questions, il est à noter que le PEM devrait, pour sa part, déterminer clairement les objectifs qu'il recherche. Pour ce faire, il est indispensable d'écarter continuellement les risques de stéréotypes et de sagesse conventionnelle, et le rapport souligne à ce sujet que :

- La liberté ne résulte pas du dialogue culturel ou civilisationnel mais des réformes politiques et de la démocratisation.
- La diversité culturelle n'équivaut pas au relativisme normatif et les droits humains sont, effectivement, des droits pour toute l'humanité.
- Les conflits ne sont pas tous des problèmes sécuritaires. Il s'agit d'une vision qui est devenue par trop répandue en cette époque de « guerre contre la terreur ».

- Tous les musulmans ne sont pas islamistes, tous les islamistes ne sont pas radicaux et tous les radicaux ne sont pas terroristes. Les stéréotypes constituent des caricatures mensongères, déformantes de la réalité et devraient être évitées.
- La liberté d'expression est l'instrument clé de la lutte contre l'intolérance ; la liberté d'expression est toutefois aux antipodes du discours de la haine.

Recommandations politiques pour « l'inclusion dans la diversité »

Ce rapport recommande au Partenariat euro-méditerranéen de promouvoir des initiatives concrètes en vue de la protection soutenue de la diversité en tant que droit fondamental, l'un des piliers fondamentaux sur lequel repose le Partenariat. En toute priorité, les ministres devraient se consacrer à mettre en œuvre dès l'année 2007 un programme commun sur les droits de l'homme. Les recommandations à l'intention du PEM qui se dégagent du rapport sont en synthèse les suivantes :

- Une Initiative Euromed contre l'intolérance et la xénophobie, nécessitant la création d'un Conseil contre la discrimination et le racisme, ainsi qu'un Observatoire Euromed du racisme et de l'intolérance.
- Une Charte des droits des migrants, axée sur l'égalité à travers la participation politique.
- Un programme commun pour combler le fossé de la connaissance ; ce thème justifierait à lui seul d'envisager les Assises Euro-méditerranéennes sur la Société de la Connaissance.
- Un effort concerté pour promouvoir le pluralisme artistique et la liberté intellectuelle, ce qui devrait entraîner la réorientation de la mission de la Fondation Anna Lindh en ce sens.

Viser juste, et œuvrer en faveur de l'inclusion dans la diversité, c'est en fin de compte refuser le relativisme culturel ou la simple approche culturaliste au même titre que le paradigme civilisationnel huntingtonien. Il ne faut jamais perdre de vue l'objectif ultime de faire évoluer le Partenariat vers une Communauté Euro-Méditerranéenne d'Etats démocratiques, ce qui implique considérer la diversité comme un atout important et non comme un obstacle. Le PEM devrait être à même de prévenir ou du moins désamorcer des crises comme celle qui fait l'objet de ce rapport, qui vraisemblablement surviendront dans l'avenir.

I. Introduction

Ce rapport a pour objectif de contribuer à l'élaboration de politiques de lutte contre l'intolérance et la discrimination culturelle et religieuse. Il tente aussi de déconstruire la théorie du « choc des civilisations » – que certains ont appelée « choc de l'ignorance » – considérant que le Partenariat euro-méditerranéen devrait rejeter la logique bipolaire « Occident vs. Islam ». Il vise à promouvoir une « inclusion » politique et sociale dans l'espace euro-méditerranéen, fondée sur les droits de l'homme, la démocratisation et la diversité culturelle, et opérant dans le contexte d'une prospérité économique partagée.

Les perceptions négatives

La publication des caricatures du prophète Mahomet par le quotidien danois *Jyllands-Posten*, le 30 septembre 2005, a provoqué un intense débat dans toute la région euro-méditerranéenne entre les défenseurs de la liberté d'expression (et de la séparation de l'État et de la religion), d'une part, et les partisans du respect de la religion et de la culture, d'autre part. La crise a particulièrement confirmé l'existence de perceptions négatives vis-à-vis de « soi-même » et de l'« Autre ». Des perceptions négatives mutuelles se sont développées, au cours de ces dernières années, notamment depuis le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak en 2003 dans la région euro-méditerranéenne. La tendance à confondre, de part et d'autre de la Méditerranée, les attitudes de la population générale avec celles de groupes marginaux xénophobes et/ou radicaux qui prêchent l'intolérance, constitue l'une des manifestations de ces perceptions négatives. Il a été difficile, dans ce contexte de simplification de réalités complexes dans les analyses, tant officielles que populaires, de concevoir les moyens permettant de garantir les droits et la diversité culturelle. Ces problèmes pourraient d'ailleurs être abordés, de façon constructive et réfléchie, par les institutions euro-méditerranéennes.

Le « choc des civilisations »

La crise a également mis en évidence la constante popularité de la théorie sur « le choc des civilisations » de Samuel Huntington, qui postule l'existence d'un conflit permanent – dû à des différences culturelles et civilisationnelles, et non politiques ou économiques – entre l'Occident et l'Islam principalement. Cette théorie dont la popularité fut propulsée après le 11 septembre 2001, repose également sur l'argument de l'incompatibilité entre l'Islam et la démocratie. Étant le produit d'une culture spécifique, la démocratie ne serait pas compatible avec les valeurs politiques du monde islamique. Elle serait, de plus, menacée par les immigrants originaires de cette partie du monde. En Europe, la thèse de Huntington, particulièrement populaire au sein de la nouvelle droite, a indirectement influencé les débats autour des valeurs « européennes » et de l'identité de l'Union européenne. Compte tenu de la manière dont cette théorie a été appliquée en matière de démocratie dans certains pays européens, le débat a principalement porté sur l'intégration politique

et culturelle des immigrés – originaires d'Afrique du Nord notamment –, sur leurs capacités d'adaptation aux valeurs démocratiques européennes et sur l'impact de l'immigration sur l'identité nationale des pays européens. Ce concept restrictif de l'identité nationale constitue la plateforme idéologique de la nouvelle xénophobie.

Déconstruire le « dialogue civilisationnel »

Malheureusement, la thèse huntingtonnienne fournit désormais la base théorique – voire l'approche logique – des programmes politiques et culturels visant à promouvoir le « dialogue » entre les peuples. En dépit du fait que ces programmes procèdent d'une bonne intention, ils perpétuent l'idée erronée que le monde est divisé en blocs civilisationnels homogènes et distincts ; que la population a plus d'affinités avec ses pairs au sein de chaque bloc qu'avec la population d'un autre bloc civilisationnel et que la politique internationale de l'ère post-guerre froide consiste à ménager les conflits entre des civilisations antagonistes par essence. De tels programmes ne peuvent pas réussir à rapprocher les peuples s'ils postulent d'emblée que les acteurs du dialogue sont originaires de différentes parties du monde, définies en termes civilisationnels. Même s'ils tentent de combattre les fondements théoriques de Huntington, ils finissent par les intérioriser. Leurs recommandations ne sont pas pertinentes, par conséquent, pour répondre au problème qu'ils abordent.

Le défi d'Euro-med : mettre l'accent sur la démocratie et les droits de l'homme

Ce rapport a pour objectif de déconstruire la vision culturaliste et de proposer de nouvelles politiques concernant ce qui a été appelé, à juste titre, le « choc de l'ignorance » qui nourrit la xénophobie et l'intolérance. Il considère, de plus, que la propagation de la démocratie est à la base de l'établissement de meilleures relations entre les peuples. Il ne s'agit pas de la « promotion de la démocratie » telle qu'annoncée par l'Administration Bush – qui consiste à imposer le pouvoir américain plutôt qu'à accorder une véritable liberté au peuple – mais du soutien d'un véritable processus de démocratisation endogène, qui permettrait aux peuples, partout dans le monde, de choisir librement leurs gouvernements, de vivre dans un État de droit et dans le cadre du respect des droits humains, ayant déjà été reconnus et acceptés en tant que valeurs universelles par les États membres de l'ONU. La nécessité d'élaborer un système gouvernemental qui permette au peuple de choisir ou de renouveler pacifiquement son élite politique et d'être soumis à des lois non arbitraires (l'État de droit), et d'appliquer les principes fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, approuvés par les États membres de l'ONU en tant qu'instruments fondamentaux pour la participation à la communauté internationale, constitue le noyau dur qui unit tous les États et les peuples. Ce noyau dur devrait être renforcé ; il ne devrait pas céder la place à une « guerre » entre des « civilisations » diamétralement opposées par essence.

II. Interprétations politiques de la crise des caricatures

Bien que les réactions aux « caricatures » aient été très variées et complexes, la crise a été présentée d'une manière extrêmement simpliste et culturaliste – en tant que conflit entre une Europe laïque, porte-drapeau des libertés, et une « culture » musulmane « arriérée ». Pour saisir le sens des nombreuses réactions aux caricatures, il faudrait étudier la manière dont le concept de culture a été utilisé dans chaque situation ; le contexte national des politiques migratoires discriminatoires, liées à la montée de la xénophobie dans plusieurs États européens et la nature de la résistance des États du Sud à la réforme politique et aux droits de l'homme qui les a amenés à exploiter la crise politiquement.

Les réactions aux caricatures se sont distinguées d'un pays à l'autre, reflétant les tensions locales, les attitudes des gouvernements et des groupes d'opposition légaux ou illégaux. Une typologie par pays peut être dressée à partir des positions des gouvernements ainsi que des groupes sociaux et politiques les plus influents, dans chacun des pays concernés. Nous avons choisi de regrouper les pays qui ont adopté des réactions similaires (même si des différences persistent entre eux). Il est également possible d'examiner la crise sous l'angle des courants politiques divers et de leur tendance à exploiter politiquement – ou pas – la religion. L'analyse des mouvements islamistes est pertinente dans ce cas. L'attitude des communautés immigrées en Europe s'avère particulièrement éclairante aussi. La réaction des communautés immigrées dans l'Union européenne reflète à quel point elles sont intégrées ; à quel point elles considèrent que leurs droits sont préservés ; à quel point elles se considèrent victimes de discrimination et de xénophobie, ainsi que le rôle qu'elles jouent dans leur pays de résidence et leur pays d'origine. Par ailleurs, l'ignorance et les perceptions négatives mutuelles divisent le nord et le sud de la Méditerranée. C'est pour cette raison qu'il faudrait étudier les perceptions négatives de part et d'autre de la Méditerranée, et examiner comment la crainte et l'ignorance de la culture et de la religion d'autrui ont contribué à créer des relations tendues entre le Nord et le Sud, durant la crise, voire en général.

Les réactions majeures

La présence d'importantes communautés immigrées et le degré de xénophobie des populations hôtes constituent un déterminant clé des réactions en Europe. L'analyse distingue *grosso modo* trois groupes de pays au sein de l'Union européenne : ceux qui comptent d'importantes communautés immigrées et où l'extrême droite a une présence importante, tels que les Pays-Bas et le Danemark ; ceux qui comptent un nombre encore plus important d'immigrés, mais où il n'existe pas de relations entre le gouvernement et l'extrême droite, tels que la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Allemagne ; et ceux qui ne comptent pas d'importantes communautés immigrées d'origine nord-africaine, tels que le Portugal. Les États non européens, comme la Turquie et les pays sud-méditerranéens, se distinguent par leur degré de proximité et d'interaction avec les politiques européennes internes, en raison de la présence de communautés immigrées en Europe. Ces pays se divisent en deux grandes catégories : les pays du Maghreb et la Turquie, qui entretiennent

des relations complexes avec l'Europe, d'une part, et les pays arabes du Moyen-Orient, dont les liens sont moins intenses avec l'Europe (à l'exception du Liban), d'autre part. Ne se sentant pas directement impliqué, le gouvernement israélien est resté en dehors de la polémique, bien que les médias aient souvent rappelé que les juifs étaient régulièrement victimes de propos antisémites dans la presse arabe. Parmi les autres facteurs explicatifs des attitudes différenciées de ces pays vis-à-vis de la crise des caricatures, il est à noter la nature des acteurs politiques et sociaux ; le contexte régional – qui a revêtu une importance significative au Moyen-Orient – et l'importance relative de la thématique de l'Islam politique ou séculariste, particulièrement présente dans le débat français. Les pays se divisent, à la lumière de ces facteurs, en 4 catégories générales :

La montée, depuis les années 1980, des mouvements anti-immigration a contribué à la création d'un climat d'intolérance à l'égard des immigrés dans plusieurs pays européens et au renforcement des stéréotypes et des préjugés envers les musulmans.

Intolérance, nouvelle xénophobie et politiques anti-migratoires

La première série de réactions a été ponctuée par d'influents courants xénophobes et anti-immigration. Même s'il y a eu des réactions dans tous les pays, elles ont été particulièrement prononcées dans les pays où l'extrême droite a une influence directe ou indirecte sur la politique gouvernementale. D'ailleurs certains courants politiques qui n'appartiennent pas à « l'extrême-droite » traditionnelle ont lancé une « croisade » contre l'islamisme politique, considéré comme le « nouvel ennemi ».

La montée, depuis les années 1980, des mouvements anti-immigration a contribué à la création d'un climat d'intolérance à l'égard des immigrés dans plusieurs pays européens et au renforcement des stéréotypes et des préjugés envers les musulmans. La crise peut être expliquée par la montée en puissance du Dansk Folkeparti, le parti populaire danois xénophobe et anti-immigration, qui soutient le gouvernement au Parlement, influence les politiques d'intégration – notamment vis-à-vis des immigrés de la seconde génération (appelés « les nouveaux Danois ») – et joue un rôle clé dans la diffusion de l'idée selon laquelle le Danemark constitue un État nation unifié culturellement et spirituellement. Les programmes politiques anti-immigration ont bénéficié, dans ce contexte, d'un soutien grandissant et sont devenus populaires étant donné la compétition inter-partisane. Ces politiques discriminatoires, adoptées par un pays traditionnellement tolérant, ont provoqué de fortes tensions entre l'extrême droite et les représentants de la majorité des communautés musulmanes, qui ont réagi contre les caricatures et contre l'absence de réaction de la part du gouvernement danois. Le gouvernement a soutenu la publication des caricatures au nom de la liberté d'expression et de l'enracinement profond de la liberté de presse au Danemark. Mais des douze caricatures publiées, deux au moins ont été manifestement xénophobes, suggérant que les musulmans sont des terroristes et contribuant par conséquent à la propagation du stéréotype du musulman violent, élément clé de l'islamophobie.

La crise a confirmé la méfiance de certains mouvements politiques à l'égard de l'Islam ainsi que leur conviction de l'existence d'une guerre totale contre la « Chrétienté et l'Occident ». Pour les secteurs anti-islamistes et anti-immigration, la crise a confirmé les thèses répandues en Europe selon lesquelles l'Islam et la

démocratie sont incompatibles ; les musulmans constituent une menace pour l'identité politique et culturelle des pays d'accueil ; l'islamisme menace la liberté d'expression et il est nécessaire de « défendre les valeurs et les libertés du monde occidental ».

Le discours xénophobe a été également propagé, en Italie, par l'organisation d'extrême droite, la Ligue du Nord. D'après cette organisation, la réaction aux caricatures a confirmé la thèse selon laquelle l'Islam est engagé dans une guerre totale contre la Chrétienté et l'« Occident ». La droite a prôné la limitation de l'immigration ; n'a pas différencié entre les islamistes modérés et les islamistes radicaux et a vraisemblablement accepté la notion de « choc » entre Islam et Chrétienté. La xénophobie a conduit à une réaction similaire aux Pays-Bas, où est né le premier mouvement politique qui considère que l'Islam et les immigrés musulmans constituent une menace aux « civilisations danoise et européenne » (le leader de ce mouvement, Pim Fortuyn, a été assassiné. Le réalisateur Theo van Gogh a connu le même sort, pour avoir contribué à la réalisation d'un programme télévisé visant à ridiculiser l'Islam).

A l'instar du Danemark, la crise aux Pays-Bas a été alimentée par ceux qui considèrent que la tolérance devrait être imposée à la société, voire aux individus qui ne veulent apparemment pas s'y soumettre (cf. le nouveau test de citoyenneté aux Pays-Bas, qui vérifie la capacité d'adaptation des candidats à la citoyenneté, à la gamme des comportements sociaux tolérés au Danemark, dont certains sont difficilement acceptés par les conservateurs). Un tel attachement au principe de la « tolérance » constitue en fait une forme d'intolérance, puisqu'il exclut toute prise en considération des objections soulevées par les communautés minoritaires. Le danger de la nouvelle xénophobie – qui est fondée sur la défense de l'identité culturelle d'une société donnée, y compris ses valeurs politiques – réside dans le fait qu'elle bénéficie, contrairement aux précédentes formes de xénophobie, du soutien des partis démocratiques.

Sécularisme, liberté d'expression et diversité

Les pays européens qui comptent d'importantes communautés immigrées et où les mouvements xénophobes n'ont pas eu d'influence significative durant la crise sur les politiques gouvernementales, tels la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne, ont adopté une position prudente et affirmé l'importance de la diversité et de la liberté d'expression (même si l'extrême droite a joui d'un certain succès en abordant fréquemment la question de l'immigration sous un angle négatif et sécuritaire). Certains gouvernements ont réagi rapidement à la publication des caricatures par des déclarations soulignant le principe de l'indépendance de la presse (certaines déclarations gouvernementales ont tenté d'atténuer cette position de principe, notamment dans le souci d'apaiser les sentiments de colère des communautés musulmanes). D'autres gouvernements ont exigé la poursuite des responsables de la publication de ces caricatures, préconisant l'élaboration de lois contre le blasphème de l'Islam et des autres religions et l'adoption d'une convention internationale limitant la critique de la religion.

En France, où il existe une forte tradition laïque et une importante communauté musulmane immigrée, le débat a porté sur la liberté de la presse, la laïcité et le blasphème, ainsi que sur la nécessité d'approfondir la connaissance de l'Islam en Europe. Les secteurs laïcs radicaux se sont mobilisés contre la menace que représente le fondamentalisme religieux et pour la défense de ce qui est appelé, en France, la conception républicaine de la société. Les laïcs radicaux s'étaient déjà attaqué, durant le débat sur le voile islamique, à l'émergence d'un « fondamentalisme religieux au sein de la communauté musulmane ». Ces mêmes arguments ont été réitérés durant la « crise des caricatures ». Les manifestations contre les caricatures ont été parfois considérées comme hostiles à la liberté d'expression. C'est pour cette raison, notamment, que de nombreux journaux ont republié les caricatures en France.

Compte tenu de la crise des banlieues et la perception grandissante de la fragmentation de la société française, le gouvernement et les principales forces politiques ont réagi très prudemment, en évitant de contrarier la communauté immigrée, bien qu'ils aient réaffirmé la laïcité de l'État français, porte-drapeau de la liberté d'expression. La réaction du gouvernement a reflété le souci de la France de ne pas être perçue comme l'ennemie des États à majorité musulmane de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Cette position prudente du gouvernement et des principaux partis politiques a été critiquée par les médias et les mouvements laïcs radicaux. En Italie, le gouvernement a tenté, de façon similaire, d'apaiser les tensions avec les membres radicaux des communautés musulmanes. Les politiciens des partis traditionnels ont mis l'accent sur la liberté d'expression, l'intégration des immigrés, la nécessité de distinguer entre les islamistes modérés et les islamistes radicaux et la coopération avec les pays du Moyen-Orient.

En Grande-Bretagne, la liberté d'expression a constitué l'argument majeur du discours tant de la gauche que de la droite, voire des médias, comme lors de l'affaire Rushdie. Le principe de la liberté d'expression a été habilement exploité par la presse en Grande-Bretagne, qui a parlé de la menace que représente la « vague » de l'immigration illégale pour l'homogénéité de la société britannique (une représentation de l'image de soi, chère à la droite) et pour la tolérance, qui constitue une valeur fondamentale. La liberté d'expression a occupé par conséquent le centre du débat. La communauté musulmane britannique a été confrontée, en fait, à un choix : affirmer son attachement à la liberté d'expression ou confirmer les accusations portées contre elle, à travers ses composantes les plus extrémistes. Les manifestations qui ont eu lieu dans les villes les plus importantes, et particulièrement à Londres, ont reflété le conflit intérieur – entre attachement et répugnance vis-à-vis des valeurs du pays d'accueil – qui existe au sein des communautés musulmanes. Les questions sous-jacentes du respect culturel et de la tolérance, ainsi que de l'hostilité ressentie par les communautés musulmanes avant la crise n'ont pas été abordées.

En Allemagne, les démocrates-chrétiens ont davantage mis l'accent sur la liberté de religion ainsi que la liberté d'exercer le culte religieux sans subir de discrimination ni de calomnie, tandis que les partis politiques plus sécularistes ont surtout mis l'accent sur les libertés d'expression et de presse, ainsi que sur le pluralisme. Mais étant donné la constitution d'un gouvernement de coalition démocrate chrétienne

et socialiste, les deux partis ont adopté des positions similaires, préconisant le dialogue « interculturel » et le respect des croyances dans un contexte de laïcité et de démocratie. Des actes de violence ont eu lieu à Kiel, au Nord de l'Allemagne, près de la frontière danoise, mais il demeure difficile de déterminer dans quelle mesure ils seront imputés aux caricatures, étant donné qu'ils pourraient être liés au contexte local. En fait, comme en Espagne, les sondages ont montré que 60% de la population a désapprouvé la publication des caricatures, perçue comme une tentative de discréditer la religion. Les mouvements libéraux et de gauche ont critiqué la prudence du gouvernement, considérant que la non-publication des caricatures en Allemagne constituait une atteinte à la liberté d'expression. Les médias ont rejeté, à une écrasante majorité, la thèse du « choc des civilisations », et ont établi des parallèles entre les réactions au Moyen-Orient et la crise palestinienne, la guerre en Irak et la « guerre contre la terreur ». Les organisations musulmanes ont émis des réponses réservées. L'Espagne a connu un débat similaire. Le gouvernement espagnol a tenté de limiter les tensions et de mettre fin à la manipulation politique des caricatures à laquelle se sont livrés les milieux anti-islamiques. Le gouvernement espagnol a voulu exercer une influence internationale, en publiant la lettre publique du chef du gouvernement et du premier ministre turc.

Dans les pays qui ne comptent pas d'importantes communautés musulmanes, le débat a principalement porté sur la liberté d'expression et ses limites. Le débat a revêtu un caractère général et n'a pas porté *stricto sensu* sur les relations entre « les valeurs européennes » et « l'Islam ». En fait, la majorité des pays européens ont eu tendance à éluder cette question. L'Union européenne a été critiquée pour avoir réagi trop tardivement, bien que ses déclarations aient été jugées adéquates par des organisations tant chrétiennes que musulmanes.

L'appel au dialogue

La troisième série de pays, incluant la Turquie et les pays du Maghreb, qui ont de fortes communautés émigrées en Europe, ont mis l'accent sur les questions de l'intolérance, de l'islamophobie et des politiques anti-immigration et ont tenté également d'apaiser les tensions et/ou de contenir la crise, en appelant à renforcer la compréhension mutuelle.

Lors de son discours de parrainage de l'Alliance des civilisations au Conseil européen de Strasbourg, le premier ministre turc a déclaré qu'« à l'instar de l'anti-sémitisme, l'anti-islamisme devrait être considéré comme un crime contre l'humanité ». Le gouvernement a ardemment critiqué les caricatures, non seulement pour ne pas froisser les sensibilités de la population turque, à majorité musulmane, mais surtout pour ne pas heurter les sensibilités du parti au pouvoir, l'Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP) et du noyau dur de son électorat. Il est à rappeler que l'AKP soutient le paradigme « civilisationnel » (en promouvant la coexistence pacifique). La crise a renforcé cette vision du monde, et ce que ce parti considère comme « l'anti-islamisme » grandissant de « l'Occident ». Le gouvernement a qualifié la publication des caricatures de « provocation occidentale ». Les médias islamiques – qu'ils soient modérés ou radicaux – ont adopté le paradigme civilisationnel, considérant que les caricatures reflétaient une

« À l'instar de l'anti-sémitisme, l'anti-islamisme devrait être considéré comme un crime contre l'humanité »

longue tradition d'« orientalisme » occidental. Ils ont aussi dénoncé le parallèle établi en Europe entre Islam et terrorisme. Ils ont lié la crise à la situation politique en Palestine, en Irak et en Afghanistan, avançant que les pays occidentaux continuaient de dominer et d'humilier le « monde islamique », et ceci depuis le XIX^{ème} siècle.

La réaction vis-à-vis de la crise des caricatures au Maroc a également été déterminée par l'existence d'importantes communautés immigrées en Europe. Le gouvernement, les partis politiques et les autorités religieuses ont critiqué la représentation de Mahomet mais ont tenté en même temps d'apaiser la population et d'éviter des réactions violentes qui pourraient troubler le fragile équilibre interne. Des appels au dialogue ont été lancés dans plusieurs pays du Maghreb. Le Conseil des Oulémas au Maroc, par exemple, a considéré que la publication des caricatures constituait un « obstacle à la réalisation de nobles objectifs liés au rapprochement des peuples et à la consolidation des piliers de la paix qui devrait régner entre les Hommes ». La réaction a été très similaire en Algérie : le gouvernement a tenté de minimiser l'importance de cette polémique et la presse a adopté une ligne relativement neutre. Les caricatures ont, bien entendu, été dénoncées comme étant une preuve de la xénophobie européenne contre l'Islam, mais n'ont pas donné lieu à un débat enflammé.

Manipulation de la religion et questions stratégiques

Dans le quatrième groupe de pays – la plupart des pays arabes du Machrek qui ne comptent pas d'importantes communautés en Europe – les réactions ont été déterminées par des considérations stratégiques régionales et internationales, telles que le conflit israélo-arabe ; la guerre en Irak ; le retrait syrien du Liban ; la victoire du Hamas aux élections palestiniennes ; les pressions en faveur d'un programme de réforme politique et la « guerre globale contre la terreur ».

L'Égypte a joué un rôle majeur durant la « crise des caricatures ». Suite au refus du premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen de rencontrer les ambassadeurs de onze pays musulmans à Copenhague, les diplomates égyptiens se sont intensément mobilisés pour dénoncer l'offense faite au prophète et l'attaque contre l'Islam. Le ministre égyptien des affaires étrangères Ahmed Abou Al Ghait a adressé une série de lettres officielles à un nombre considérable de représentants d'organisations régionales et internationales, en vue de la réunion de l'Organisation de la conférence islamique les 7 et 8 décembre à la Mecque et de la réunion exceptionnelle des ministres des affaires étrangères arabes au siège de la Ligue arabe au Caire, le 29 décembre 2005. Le journal officiel Al Ahram a servi de relais à cette campagne diplomatique, en publiant des entretiens avec les diplomates égyptiens et des articles et éditoriaux exprimant une forte indignation contre l'offense du prophète et la position du premier ministre danois.

La crise s'est amplifiée, en fait, après la démonstration de force des islamistes lors des élections générales de novembre et décembre 2005 et la confirmation de la victoire du Hamas aux élections palestiniennes en 2006. Les responsables égyptiens ont par conséquent tenté de contrecarrer la force grandissante des

mouvements politiques islamistes au sein de la vie politique égyptienne. Les positions du gouvernement égyptien et de plusieurs autres gouvernements arabes ont été identiques: Confrontés à une opposition interne croissante de la part de groupes islamistes, ils ont recouru, pour la contrecarrer, à un discours civilisationnel dans les sphères politique et diplomatique. Ceci explique la tonalité du discours des institutions officielles religieuses. En Égypte, par exemple, Al-Azhar (l'institution religieuse officielle) a exprimé une position forte contre la crise des caricatures. Dans une démarche inhabituelle, le grand Imam d'Al-Azhar est apparu au côté de milliers d'étudiants et de professeurs au campus de l'Université Al-Azhar, lors d'une manifestation contre les caricatures. Al-Azhar et de nombreuses organisations islamiques ont appelé au boycott des produits danois. Al-Azhar a même décrété que le boycott constituait une « *obligation pour la nation islamique* ».

Ce n'est pas une coïncidence si ceci a eu lieu au moment où l'UE avait commencé à montrer plus d'ouverture envers les islamistes modérés et à soutenir plus fermement les droits de l'homme et la réforme politique. Face aux pressions internes et internationales en faveur d'une réforme politique et du respect des droits fondamentaux, certains gouvernements ont choisi d'adopter une position de supériorité vis-à-vis des gouvernements européens. Les gouvernements ont également tenté d'insinuer que le choix se réduisait à deux options : leur modération relative ou le sentiment populaire extrémiste, influencé par les groupes islamistes. En Palestine, les attaques contre les bureaux de la Commission européenne à Gaza, en février, ont été perpétrées non pas par le Hamas mais par les Brigades Yasser, un groupe radical lié au Fatah qui avait perdu les élections et blâmé l'UE par la suite pour avoir appelé à les organiser et par la Brigade al-Quds, faction armée du Jihad islamique.

La manipulation politique des sentiments religieux n'a pas exclusivement eu lieu au Machrek – mais également au Maghreb, à une moindre échelle. Il est à rappeler, par exemple, les attaques perpétrées contre des journaux qui défendent le sécularisme et qui avaient commenté la crise des caricatures sous l'angle de la liberté d'expression, ou la manifestation devant le siège du *Journal Hebdomadaire*, accusé d'avoir soi-disant republié les caricatures.

En Syrie et au Liban, le contexte international a constitué un facteur clé des attaques contre les ambassades norvégienne et danoise, à Damas et à Beyrouth. La Syrie subissait les pressions internationales en faveur de l'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, de septembre 2004 (exigeant le retrait syrien du Liban et l'ouverture d'une enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri). Les attaques contre les ambassades ne résultent pas, dans ce contexte, d'une révolte spontanée de la « masse musulmane » mais plutôt de la démonstration d'une « capacité de nuisance » de la part de ceux qui se sentent lésés par les pressions internationales, qu'ils jugent inacceptables.

Quelles que soient les causes de la violence, la manipulation politique d'un sujet aussi sensible en vue de gains politiques à court terme, a contribué à renforcer les stéréotypes et l'intolérance, et à faire revêtir à la crise un aspect culturel et religieux, au lieu de mettre en évidence sa véritable nature politique.

La manipulation politique d'un sujet aussi sensible en vue de gains politiques à court terme, a contribué à renforcer les stéréotypes et l'intolérance, et à faire revêtir à la crise un aspect culturel et religieux.

L'émergence de nouveaux acteurs

L'analyse montre l'implication d'une grande variété d'acteurs dans le développement de la crise. Les gouvernements ont, en fait, joué un rôle crucial. De plus, l'émergence d'une multitude de nouveaux acteurs clés sur la scène régionale et leurs attitudes vis-à-vis de la crise devraient être prises en considération. En dépit des particularités nationales, certains acteurs ont adopté des attitudes identiques durant la crise. C'est le cas des partis islamistes notamment – qui cherchent à intégrer l'arène politique – et des courants minoritaires extrémistes. Les communautés immigrées ont également joué un rôle important et grandissant dans le cadre des relations euro-méditerranéennes. La brève analyse ci-dessous reflète le rôle joué, durant la crise, par ces acteurs et met particulièrement en évidence les plus influents d'entre eux qui seraient susceptibles de jouer un rôle prépondérant lors d'éventuels incidents de ce type.

Les islamistes : à la recherche d'une reconnaissance

En comparant les déclarations des groupes islamistes avec celles des autorités religieuses dans plusieurs pays, il s'avère que l'attitude des islamistes n'était pas plus radicale que celle des autorités officielles. Les islamistes au Maroc, en Égypte et en Palestine, par exemple, ont généralement géré la crise très prudemment, et ont ainsi bénéficié d'un soutien important. Suite à leur succès électoral en Égypte et en Palestine, ils ont tenté de cultiver l'image de « forces politiques responsables ». Le Parti pour la justice et le développement (PJD) marocain s'est distancié aussi bien de « l'extrémisme » de certains Européens que de l'extrémisme des groupes islamistes. Les Frères musulmans au Caire, le Hamas en Palestine, les courants islamistes à Rabat et des groupes d'obédience islamique, tels que la Jamaa Islamiya, le Hezbollah ou le Jihad islamique au Liban ont organisé de grandes, mais pacifiques, manifestations.

En fait, cette attitude prudente de la part des « islamistes » en général est à lier à leur accès à la scène politique légale (succès électoral du Hamas, en Palestine, et des Frères Musulmans, en Égypte) et leur crainte d'une mise en scène médiatique ou d'une manipulation de la part de l'État, des franges extrémistes qui servirait de prétexte au verrouillage de la scène politique. Leurs déclarations assez tardives (à partir de la fin janvier 2006) et plutôt laconiques ont été axées essentiellement sur la question de « l'atteinte à la personne du prophète » et l'appel au boycott des produits danois et norvégiens. L'objet de leur indignation porte exclusivement sur l'atteinte à la personne du prophète, qui s'inscrit précisément dans la défense de la culture islamique. Les manifestations organisées par les groupes islamistes ont été pacifiques et ont contribué à souligner l'importance des questions religieuses, mais à mettre en évidence surtout la nature modérée de ces groupes organisés et leur volonté de participer à la vie politique dans les limites imposées par la Constitution.

Le Hamas a dénoncé les « caricatures insultantes du prophète de l'Islam, Mohammed » ; le secrétaire général du Hezbollah a été outré par « l'offense faite au prophète » ; les Frères Musulmans ont été outrés par « la ridiculisation du symbolisme ».

de la *oumma* » et le secrétariat général du PJP a parlé d'une « atteinte au prophète ». Les slogans scandés lors des manifestations ont concerné essentiellement l'atteinte à la personne du prophète. L'appel au boycott du Hamas et des Frères musulmans, parmi d'autres, inclut une demande adressée aux musulmans et/ou aux États arabes à adopter des positions fermes. Le Guide Suprême des Frères musulmans en Égypte, Mohammed Mahdi Akef, a appelé les musulmans du monde à boycotter les produits norvégiens et danois, et à adopter des mesures fermes vis-à-vis de ces deux États qui ont manqué de respect au symbole de la *oumma* islamique et arabe. De nombreux acteurs ont dénoncé l'« attitude molle » des gouvernements arabes ou critiqué les gouvernements européens, alors que la plupart des groupes islamistes ont eu comme ligne de mire les États danois et norvégien spécifiquement, et non « l'Occident » ou l'Europe.

Les courants extrémistes à base identitaire

Il existe, par ailleurs, la présence d'une minorité extrémiste intolérante – aussi bien au Nord qu'au Sud. Certains ont adopté un discours religieux anti-chrétien, arguant que la crise a révélé le clivage inné qui existe entre l'Islam et la Chrétienté. D'autres ont qualifié la publication des caricatures de « croisade contre l'Islam », en soulignant l'opposition entre le « nous » (musulmans croyants) et « l'Autre » (mécréants occidentaux). L'Occident a été représenté comme une entité homogène qui menace l'Islam, son identité, ses valeurs et ses symboles sacrés. Certains ont même considéré qu'un complot américano-sioniste serait à l'origine de cette « crise » des caricatures, voire que l'Occident, en particulier les États-Unis et Israël, auraient provoqué la crise des caricatures pour s'en prendre au Hamas ; pour justifier une éventuelle intervention en Iran et/ou pour promouvoir l'idée de « choc entre les civilisations ». La publication des caricatures a provoqué des réactions antisémites dans certains milieux extrémistes. Tel a été le cas du quotidien iranien *Hamshahri* publié par la municipalité conservatrice de Téhéran, proche du président Mahmoud Ahmadinejad. En réaction à la publication des caricatures danoises du prophète, le journal a lancé un concours de caricatures sur l'Holocauste. Il est à noter que le président iranien, avec l'appui d'historiens révisionnistes, promeut l'antisémitisme en Iran, en contestant notamment la politique israélienne en Palestine et au Liban, afin de gagner le soutien du monde arabe. L'anti-sémitisme est, en fait, une composante de l'extrémisme à base identitaire. Comparable à l'islamophobie, il est toutefois plus axé sur les conséquences politiques. Il à noter que ses opinions sont contestées en Iran mais qu'il existe un antécédent irréfutable à l'appel à rayer Israël de la carte, exprimé précédemment par l'Ayatollah Khomeini – même s'il n'avait jamais remis en question la réalité de l'Holocauste.

En plus des secteurs traditionnels religieux et des partis politiques islamistes, il existe un courant « à base identitaire » qui prêche l'intolérance vis-à-vis de « l'Occident chrétien », utilise Internet pour répandre son message de haine et emploie un discours « civilisationnel ». Il s'agit en quelque sorte de l'image inversée de la thèse du « choc des civilisations ». De par l'usage d'Internet, ce courant est extrêmement efficace à transmettre son message et s'adresser directement aux mouvements extrémistes en Europe, tels le Hizb ut-Tahrir ou Al-Mouhajiroun en Grande-Bretagne.

Il existe un courant « à base identitaire » qui prêche l'intolérance vis-à-vis de « l'Occident chrétien », utilise Internet pour répandre son message de haine et emploie un discours « civilisationnel ».

Des incidents – tels la « crise des caricatures » – sont toujours bons à prendre pour cette nébuleuse tentaculaire et amorphe qui existe essentiellement dans une réalité virtuelle. Cette nébuleuse de mouvements extrémistes ne devrait pas être confondue avec l'Islam officiel ou les partis politiques islamistes, qu'elle rejette, les considérant impies. Un des problèmes qui résident en Europe est lié à l'inexistence de dialogue entre ces différents groupes. Toute proposition de dialogue semble vaine car les extrémistes rejettent tout simplement les modérés en tant que partenaires de dialogue.

Les autorités religieuses européennes

Bien que certains musulmans aient considéré les caricatures comme une offense perpétrée par « l'Occident chrétien » en tant que bloc homogène, ce sont majoritairement les « chrétiens » sécularistes, et non les chrétiens pratiquants, qui ont défendu la publication des caricatures. En effet, de nombreuses autorités chrétiennes ont critiqué les caricatures et éprouvé de l'empathie envers les musulmans, sur la base du principe du respect des symboles sacrés. Les leaders religieux des milieux catholiques conservateurs notamment, ont été gênés par l'exploitation des sentiments anti immigration durant la crise. Le Vatican a considéré que la publication des caricatures a été aussi « déplorable » que « les actions violentes de protestation », et a appelé les États européens à prendre des mesures contre les journaux qui ont publié les caricatures. Le porte-parole du Vatican a déclaré que : « la liberté de pensée et d'expression, affirmée dans la Déclaration des droits de l'homme, ne peut pas impliquer le droit d'offenser le sentiment religieux des croyants. Ce principe vaut pour quelle religion que ce soit ». Les représentants des autres confessions chrétiennes ont également critiqué les caricatures pour avoir offensé la religion musulmane. Les églises ont notamment tenté d'éviter d'imputer la « responsabilité de la crise » à la « religion ».

Il est crucial, à la lumière des remarques ci-dessus, de distinguer entre « l'Occident chrétien » et « l'Occident » post-chrétien. Un des moyens de souligner la différence entre les deux consiste à comparer les réactions de l'Europe occidentale et celles des États-Unis. Le gouvernement américain a critiqué les caricatures et les médias américains se sont abstenus de les republier. Par ailleurs, l'expression explicite d'une solidarité interreligieuse prend à contre-pied la théorie du « choc des civilisations » et sa dichotomie « Islam vs Occident ». La solidarité entre les chrétiens pratiquants et les musulmans indique que le clivage n'a pas opposé les religions entre elles mais plutôt les « religieux » et les « non religieux ». Il s'agit de la feuille de route pour le dialogue entre les diverses religions annoncée par le pape Benoît XVI. Le pape a déclaré lors d'une conférence en avril 2004 que « le véritable antagonisme qui caractérise le monde aujourd'hui ne se situe pas entre les diverses cultures religieuses, mais entre la montée radicale des hommes de Dieu d'une part, et les grandes cultures religieuses d'autre part ».

La communauté immigrée en Europe : un rôle modérateur

Les communautés musulmanes et leurs représentants ont constitué la tendance dominante qui a tenté d'apaiser les tensions et de prévenir le radicalisme. L'attitude générale a consisté à dénoncer le manque de respect envers l'Islam, à rejeter

une vision radicale du « choc des civilisations » et à condamner tous les actes de violence perpétrés durant la crise (en partie en tant que conséquence des crises passées). En Grande-Bretagne, l'affaire Rushdie a influencé les réactions vis-à-vis des caricatures. Les protestations et manifestations virulentes de la part de musulmans ont engendré une attitude de défense de la liberté d'expression ainsi qu'un sentiment d'anxiété par rapport à la menace que constitue l'immigration aux valeurs « britanniques ». Les organisations officielles musulmanes se sont montrées par conséquent très prudentes dans la formulation de leurs préoccupations. Tout en condamnant les caricatures, considérées comme une offense aux valeurs et aux sentiments des musulmans, les musulmans modérés ont tenté d'apaiser les sentiments de la communauté en vue d'éviter une confrontation majeure. Les communautés musulmanes ont réagi de façon similaire dans les autres pays européens, afin de prévenir toute conséquence majeure de la crise à moyen ou long terme pour la majorité des musulmans.

Il existe manifestement une minorité radicale en Grande-Bretagne, comme par exemple les groupes extrémistes comme Hizb ut-Tahrir et al-Mouhajiroun qui ont tiré profit de l'aliénation de la jeunesse et organisé de grandes manifestations, avec l'extrême gauche, soulignant l'aliénation et « la corruption occidentale ». Les extrémistes ont tenté également de réveiller les angoisses causées par les attaques terroristes de Londres en juillet 2005. Toutefois, la grande majorité des organisations de la communauté musulmane ont tenté de contenir la crise et d'entamer un dialogue avec les gouvernements. Au Danemark, les Danois musulmans ne se sont pas sentis représentés par les « imams médiatisés », notamment après les attaques contre les ambassades danoises en Syrie et au Liban (en effet, selon un sondage effectué en mai 2003, 63% des immigrés musulmans ne se sont pas sentis représentés par ces figures). La crise a engendré la fondation d'un nouveau parti politique, les musulmans démocrates, en mars 2006, qui vise à rassembler les musulmans de culture séculariste qui ne se sentent pas représentés par les imams conservateurs, et qui croient en la compatibilité de la démocratie, de l'Islam et de l'identité danoise, la séparation entre la politique et la religion et préconisent l'absence de différence entre les sécularistes de culture musulmane et ceux de culture chrétienne. Les politiciens appartenant à la communauté musulmane ont agi, dans les autres pays européens, en tant que médiateurs politiques, en canalisant les peurs vis-à-vis de l'intolérance et de la xénophobie au sein des communautés musulmanes. En agissant ainsi, ils ont souligné l'importance du pluralisme politique et de la liberté d'expression pour la gestion de ce type de crises.

Les journalistes et la liberté d'expression

La crise des caricatures a révélé l'importance du rôle joué par les médias dans les sociétés modernes ainsi que le rôle indépendant joué par les journalistes lorsqu'il s'agit de questions liées à la liberté d'expression. Les journalistes européens se sont mobilisés, en général, pour soutenir leurs collègues danois, notamment à la suite d'éventuelles menaces de mort contre deux caricaturistes. Au Sud, de nombreux journalistes ont contesté la publication des caricatures, dénonçant l'offense faite aux sentiments religieux et arguant que cette publication faisait partie d'une campagne

La crise des caricatures a révélé l'importance du rôle joué par les médias dans les sociétés modernes ainsi que le rôle indépendant joué par les journalistes lorsqu'il s'agit de questions liées à la liberté d'expression.

contre les musulmans « stéréotypés ». Certains ont même saisi l'occasion pour souligner la nécessité de consolider la liberté de presse au Sud.

Certains gouvernements ont réagi rapidement à la publication des caricatures, dénonçant les atteintes inadmissibles à la liberté de la presse (même si certains ont tenté d'atténuer ces déclarations de principe afin d'apaiser notamment les sentiments des communautés musulmanes). D'autres gouvernements ont considéré qu'une action devrait être menée contre les responsables, indiquant la nécessité d'élaborer des lois blasphématoires, en vue de protéger l'Islam contre de telles offenses ou d'adopter une convention internationale limitant la critique de la religion. Ce raisonnement contribue à imposer des limites juridiques à la liberté de presse, au nom de la valeur suprême de la religion.

Pour les associations de droits de l'homme, telles que *Human Rights Watch*, la crise a été l'occasion de réitérer le principe de la liberté de presse. Bien qu'elle ait rejeté « les attitudes irrespectueuses et préjudiciables reflétées dans les caricatures », HRW a déclaré que « les gouvernements n'étaient pas habilités à interdire un discours uniquement en raison de son offense ou de son irrespect de la religion », et que « la meilleure façon de contrecarrer un discours désobligeant, était de lui opposer un discours contraire, et non pas la censure ». La question du rôle des médias est cruciale pour le débat démocratique. Les médias et, plus particulièrement, les chaînes télévisées qui cherchent à maximiser leur profit, contribuent à refléter une vision simpliste de la réalité. En effet, il est à noter la prédominance des images de violence dans les bulletins d'information durant « la crise des caricatures », et la mise en lumière, dans les reportages, des événements représentant les diverses réactions aux caricatures.

Ce sujet a, en même temps, suscité un débat sur la liberté de la presse aussi bien dans les pays du Nord que du Sud. Au Maroc, les magazines tels que *Le Journal* et *Tel Quel* ont mis en question les limitations à la publication de caricatures religieuses, plaidant pour le respect de la liberté de la presse, même lorsqu'il s'agit de blasphème. La réaction en Algérie a été similaire. Le gouvernement a tenté de minimiser l'importance de la question et la presse a adopté une ligne relativement neutre. Les caricatures ont été critiquées pour avoir reflété la xénophobie européenne, mais n'ont pas donné lieu à un débat enflammé. Deux journaux, *Essafir* et *Panorama* – respectés par les groupes islamistes – ont en fait publié certaines de ces caricatures au nom de l'encouragement du débat informé. Les rédacteurs en chef ont été arrêtés (provoquant la consternation générale) en vertu des lois visant à préserver « la référence islamique », mais le gouvernement est intervenu afin d'annuler les arrestations et de restaurer le calme. Deux journalistes ont été condamnés, en Jordanie, à deux mois de prison pour avoir publié les caricatures.

Le débat parmi les intellectuels arabes

Dans de nombreux cas, la polémique n'a pas revêtu un caractère théologique mais a été une réaction plutôt d'ordre émotif, de la part de personnes qui se sont senti insultées dans leur foi et leur identité. Ceci serait, dans un certain sens, une « réaction nationaliste », la réaction de la « oumma islamique ». La plupart des intellectuels arabes ont désapprouvé la publication des caricatures, bien que leurs réponses aient été différentes. Nombreux d'entre eux ont considéré qu'il s'agissait d'une crise religieuse, résultant d'un manque de respect au prophète de la part de certains chrétiens. D'autres l'ont considérée comme un choc culturel qui dépasse la religion, entre un paradigme séculariste occidental et une civilisation orientale islamique, qui aurait émergé moins à cause des différences entre eux que d'une mauvaise gestion de la crise. D'autres commentateurs ont mis l'accent sur les relations Nord-Sud, qui correspondent « justement » aux relations Est-Ouest, en notant que la crise a pris une tonalité particulièrement politique à cause d'autres aspects de la relation entre deux « civilisations ». Les caricatures jugées offensantes n'auraient pas un tel niveau d'outrage si elles avaient été publiées dans un contexte politique et historique différent. La colère exprimée dans de nombreux pays musulmans a mis en évidence le degré de défiance à l'égard de la politique et des politiciens tant au Nord qu'au Sud quant à leur capacité d'aborder la question des différences culturelles.

D'autres intellectuels arabes ont blâmé les Occidentaux pour avoir été incapables de comprendre la profondeur de l'outrage et de l'humiliation ressentie par les musulmans. Ils n'ont pas blâmé tous les Occidentaux, considérant que ce sont les sentiments de supériorité raciale des extrémistes de droite en Occident qui ont enflammé la crise. La manière dont les dirigeants occidentaux ont géré la crise n'a pas convaincu les intellectuels arabes de l'existence d'un réel effort déployé pour apaiser les sentiments des musulmans. Certains ont argué qu'un rapprochement politique pourrait mettre fin aux tensions qui ont toujours existé entre les camps, pour des raisons religieuses et culturelles. Certains ont estimé que l'échange entre les civilisations occidentale et islamique était inévitable et que l'Europe dépassera ces tensions, comme elle a dépassé les tensions passées avec les églises protestantes et orthodoxes et les juifs.

Une autre thèse a considéré que la crise représentait un piège politique et non culturel. Les partisans de cette thèse n'ont pas mis l'accent sur la polarisation entre les musulmans et l'Occident, mais plutôt entre les modérés et les extrémistes. Selon cette thèse, la colère de la « rue arabe » signale la lassitude des gens ordinaires de ne bénéficier d'aucun droit et d'être constamment bousculés. Il n'existe pas, selon elle, de choc civilisationnel. Elle considère, en fait, qu'il n'existe qu'une seule humanité ; que la civilisation humaine consiste en une interaction et une coopération entre toutes les cultures et que la raison de l'échec d'une culture à échanger avec d'autres cultures et/ou du choix de l'isolement ou de la confrontation a trait au fait qu'elle ait été confisquée par les régimes despotiques. Cette thèse a été exprimée lors de la plupart des protestations.

La mesure la plus fréquemment recommandée a été le dialogue, même si les avis quant à la nature et aux modalités de dialogue ont varié : certains ont prôné le dialogue religieux, d'autres ont mis l'accent sur la nécessité du dialogue « entre égaux », d'autres encore sur un dialogue en vue d'initier les citoyens occidentaux à

La colère exprimée dans de nombreux pays musulmans a mis en évidence le degré de défiance à l'égard de la politique et des politiciens tant au Nord qu'au Sud quant à leur capacité d'aborder la question des différences culturelles.

l'Islam. Certains ont souhaité que le dialogue ne soit pas conduit par des religieux. Ne se limitant pas à des questions théologiques selon eux, il devrait recouvrir des questions politiques et sociales et impliquer au côté des religieux des intellectuels et d'autres figures publiques. Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur méfiance à l'égard du dialogue culturel, en mentionnant les échecs du passé (monologues, occidentalocentrisme, réaffirmation des stéréotypes, dialogue élitiste). Ils ont souligné que le problème réside principalement dans les conditions politiques et économiques injustes et que les citoyens moyens étaient moins intéressés par le dialogue que par l'amélioration de leurs conditions de vie. En effet, tandis que certains ont considéré qu'il s'agissait d'un conflit religieux, beaucoup d'autres l'ont considéré comme une question politique et culturelle complexe.

Certains ont appelé l'organisation de la conférence islamique et la Ligue arabe à jouer un rôle prééminent pour la défense de l'Islam. Nombreux sont ceux qui ont appelé à l'adoption d'une loi internationale, interdisant les insultes aux religions et aux symboles religieux. Ils n'ont cependant pas tous mis l'accent sur le manque de respect à l'égard de l'Islam en Occident, soulignant un manque de respect parmi les musulmans mêmes (les bombardements réciproques de mosquées chiites et sunnites et les assassinats des religieux des deux confessions susmentionnées). Certains ont considéré que les caricatures de Mahomet étaient plus le résultat des conceptions des terroristes et de leurs sympathisants, que des Occidentaux ; d'autres ont imputé au monde islamique la responsabilité de l'amalgame entre Islam et terrorisme, considérant que les manifestations auraient dû être axées sur le terrorisme, plus offensif à l'Islam que les caricatures. D'autres ont appelé les musulmans résidant en Occident à s'organiser pour augmenter l'impact « électoral » des communautés islamiques dans les pays occidentaux et former des lobbies politiques, en vue de l'adoption d'une loi obligeant les médias à respecter les sentiments religieux des musulmans.

Le problème des perceptions négatives mutuelles

Les perceptions importent : elles constituent le fondement de ce qui deviendrait des éditoriaux, articles, études académiques, programmes des partis politiques et politique gouvernementale. En dépit des hypothèses confortables relatives à la notion « d'inclusion dans la diversité », qui inspire le projet européen et le Processus de Barcelone, des perceptions négatives se sont développées tant en Europe que dans le sud de la Méditerranée. De nombreux Occidentaux pensent que « l'Islam » leur déclare la guerre à travers des moyens militaires, politiques et culturels et ils tentent de persuader les membres de leur « civilisation » de la gravité du danger et de l'urgence d'agir pour lui faire face. De nombreux musulmans pensent pour leur part que « l'Occident » leur déclare la guerre, et incitent leurs co-religionnaires à « se réveiller » et à joindre la résistance. La « crise des caricatures » a exacerbé ces sentiments de part et d'autre. De nombreux musulmans ont considéré la publication des caricatures comme une action concertée par les Occidentaux contre le prophète, d'où la nécessité, selon eux, d'une réponse vigoureuse. Pour bon nombre d'entre eux, l'attaque contre le prophète a fait l'objet d'une manifestation de xénophobie, d'intolérance et d'attaque envers les musulmans. En effet, pour bon nombre de musulmans qui ont des sentiments religieux profonds, xénophobie, intolérance et blasphème sont confondus. L'opinion générale a exprimé

une incompréhension face à cette attaque par le biais des caricatures. La réaction des musulmans a été perçue par un grand nombre de personnes en Occident comme une atteinte aux valeurs démocratiques de base et aux principes de sécularisme – laïcité –, considérant que l'Islam était intrinsèquement incompatible avec ces valeurs et que le « choc des civilisations » était inévitable. La crise a montré que de telles perceptions et incompréhensions accumulées devraient être prises au sérieux.

Ces réactions sont répertoriées dans l'enquête sur les attitudes globales Pew qui s'interroge si la « crise des caricatures » a été engendrée par le manque de respect occidental ou par l'intolérance musulmane. La majorité des musulmans (dans les pays musulmans et occidentaux) ont blâmé les Occidentaux, alors que ces derniers ont, pour une grande part, blâmé l'intolérance musulmane. En France, en Espagne et en Allemagne par exemple, 21 à 28% des répondants ont blâmé l'intolérance musulmane, tandis que 86% des répondants en Jordanie et en Égypte ont blâmé les Occidentaux. Il est intéressant de noter que la crise ne semble pas avoir modifié les attitudes vis-à-vis de la gouvernance démocratique, et l'enquête a montré que les musulmans aussi bien en Europe que dans les pays majoritairement musulmans sont plus optimistes quant aux perspectives de démocratie dans le monde arabe que ceux qui vivent en Europe. Selon une enquête récente du German Marshall Fund sur les tendances transatlantiques, 56% des Européens ne considèrent pas que les valeurs de l'Islam sont compatibles avec les valeurs de la démocratie. La majorité considère cependant que le problème réside dans certains groupes islamistes et non dans l'Islam en général. Il existe un paradoxe : d'une part, les Européens semblent reconnaître que seule une minorité, dans les pays musulmans, – même s'il s'agit d'une minorité puissante – s'oppose aux valeurs de la démocratie ; d'autre part, la plupart d'entre eux semblent amalgamer les opinions de cette minorité avec celle des autres musulmans, pour conclure, par la suite, que « l'Islam » dans l'ensemble, est incompatible avec la démocratie.

Il existe une nette convergence entre les Européens et les peuples sud-méditerranéens sur un certain nombre de questions internationales clés, y compris la guerre en Irak. Selon l'enquête sur les attitudes globales Pew, la majorité des enquêtés des deux rives de la Méditerranée considèrent que l'Irak a engendré plus d'instabilité dans le monde (plus de 70% en France, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne, Jordanie, Turquie et Égypte). Ceci montre qu'il existe un pont reliant les deux rives de la Méditerranée, qui contredit la vision selon laquelle « l'Occident » constitue un bloc homogène.

Une première conclusion : lutter contre les politiques identitaires

En dépit des différentes réactions à la crise des caricatures, il est à noter certains points communs entre les pays du Nord et du Sud et les communautés musulmanes migrantes en Europe. Il faut noter également les perceptions partagées autour de l'idée selon laquelle les sentiments religieux ont été incontestablement offensés et que la crise est liée à la « guerre contre la terreur » et à la représentation de l'Islam en tant « qu'ennemi ». Dans les pays du Sud, l'attention a été généralement portée sur la défense des sentiments religieux et sur la critique de l'amalgame entre Islam et terrorisme. Certains gouvernements et mouvements politiques ont tenté d'exploiter la crise à des fins politiques, et nourri ainsi l'intolérance sur la base de différences religieuses et culturelles.

La « crise des caricatures » a montré jusqu'où certains leaders politiques pouvaient aller afin de combattre des forces d'opposition internes, exploitant les sentiments religieux et associant la religion à un nationalisme défensif, provoquant ainsi un préjudice à des fins politiques.

Parmi les stéréotypes culturels et religieux, celui qui a le plus fort impact est celui adopté par une « nouvelle xénophobie » grandissante, fondée sur la politique identitaire, qui associe Islam et obscurantisme. Il ne s'agit pas de l'ancienne position traditionnelle antisémite et anti-islamique de l'extrême-droite, telle que celle des mouvements antidémocratiques d'avant-guerre, mais d'une nouvelle attitude au sein des partis démocratiques qui défend une identité politique et culturelle nationale, perçue comme menacée par les immigrés et leurs descendants. Les groupes extrémistes, au Sud, ont su manipuler le sentiment public, en faveur d'arguments soutenant la division civilisationnelle, et par conséquent, le rejet des institutions et des pratiques politiques, perçues comme le reflet du projet occidental sécularisant, c'est-à-dire la démocratie. En effet, la « crise des caricatures » a montré jusqu'où certains leaders politiques pouvaient aller afin de combattre des forces d'opposition internes, exploitant les sentiments religieux et associant la religion à un nationalisme défensif, provoquant ainsi un préjudice à des fins politiques. Pour certains, le phénomène de l'extrémisme des groupes qui se disent islamiques, est le résultat d'une croyance religieuse, et ils identifient ainsi un groupe humain entier de croyants, caractérisé par son manque de respect des droits de l'homme et sa violence. D'autres considèrent que la religion constitue l'unique référence identitaire.

Malgré la perception générale selon laquelle la crise a été sérieuse et a opposé le Nord au Sud, la tendance a consisté à tenter, de part et d'autre de la Méditerranée, de contenir la crise et non de la laisser se propager. La majorité des gouvernements européens ont tenté d'apaiser les tensions, promouvant le dialogue avec des organisations musulmanes dans leurs pays et se distanciant de la position adoptée par le gouvernement danois. Cette attitude a été critiquée par les secteurs anti-musulmans qui ont tenté d'exploiter la crise pour des raisons politiques, et par ceux qui ont considéré que les gouvernements n'ont pas défendu la liberté d'expression avec vigueur. Il est à noter cependant que tout le monde avait conscience que les communautés musulmanes et les relations euro-méditerranéennes allaient subir les conséquences d'une crise exploitée de manière extrême. La majorité des pays se sont distanciés, par conséquent, des quelques-uns qui ont choisi d'envenimer la crise, dans le but de renforcer leur pouvoir de négociation face à l'Europe. Nombreux sont ceux qui ont considéré et qui considèrent, aussi bien au Nord qu'au Sud, que la crise n'a pas démontré l'existence d'une division culturelle et civilisationnelle, privilégiant l'interaction et la coopération entre toutes les cultures. Selon les partisans de ce point de vue, une nation (ou un groupe de nations) qui n'arrive pas à coopérer avec d'autres au nom de la « culture » ou qui opte pour l'isolement ou la collision, est soit dominée par un régime despotique, soit influencée par une « politique identitaire » extrémiste.

La solution clé pour combattre toutes les formes identitaires fondées sur le nationalisme réside dans la défense de la démocratie et du droit à la diversité culturelle et religieuse. L'analyse de la « crise des caricatures » montre qu'il est possible de développer un agenda euro-méditerranéen pour promouvoir la défense des droits fondamentaux et combattre l'intolérance. Il est nécessaire, pour ce faire, de développer, dans ce flou décevant des interprétations civilisationnelles, une manière d'appréhender les réalités politiques et sociales.

III. Choc des civilisations et relativisme culturel

Pour beaucoup, la « crise des caricatures » a confirmé deux des thèses fondatrices de la théorie du « choc des civilisations ». La première voit le conflit en termes géopolitiques, entre deux blocs civilisationnels hostiles par essence, du fait de la divergence de leurs intérêts et valeurs. La seconde adopte une approche spécifiquement culturaliste, prônant l'existence d'une incompatibilité entre l'Islam, la démocratie et les droits de l'homme, y compris la liberté d'expression. Ces deux thèses sont, bien entendu, intimement liées, la seconde constituant en fait une version plus précise de la première. Il est peut-être plus intéressant de noter que dans le monde huntingtonien, la culture a remplacé les théories économistes déterministes et globalisantes qui expliquaient toutes les dynamiques politiques et sociales en faisant référence à des paradigmes économiques. Elles ont marqué, voire compromis, les cinq premières années du Processus de Barcelone, en prônant que le développement économique mènerait à la stabilité et éventuellement, un jour, aux réformes politiques et à la démocratie – un amalgame regrettable de la théorie de la politique économique et une version simpliste de la théorie du choix rationnel. Huntington utilise le terme « civilisation » dans son sens le plus large, qui inclut une dimension spirituelle de la culture et du développement technique. Ensuite, à l'instar de beaucoup d'autres, l'auteur réduit le concept à la notion de tradition, sous une approche statique, ne tenant compte ni des évaluations passées, ni des perspectives futures.

La popularité du relativisme culturel

La popularité des thèses culturalistes et civilisationnelles a été accompagnée par la popularité grandissante du relativisme culturel. Le relativisme culturel, qui s'est développé au début du XX^{ème} siècle en tant que nouveau paradigme des études sociales, a connu un succès considérable parmi les sociologues. Il postule principalement que « les croyances et les activités d'un être humain s'expliquent par sa culture ». Le relativisme culturel permet à l'observateur de suspendre le jugement « ethnocentrique » dans le but d'obtenir la compréhension « neutre » d'une autre culture. Le relativisme contribue, dans ce sens, à aider les sociétés à mieux accepter les différences et la diversité. Mais le relativisme culturel constitue également un instrument de relativisme politique. En résumé, le relativisme culturel aurait commencé comme une réaction contre l'ethnocentrisme, mais serait devenu aujourd'hui un moyen de nier l'universalité des droits de l'homme. En dépit de sa nécessité, la diversité culturelle et religieuse ne devrait pas se faire au détriment de la démocratie et des droits fondamentaux.

La popularité des théories « culturalistes », tant en Europe qu'au Sud, a favorisé une lecture unique des différents événements, comme par exemple les attaques contre les ambassades au Liban et en Syrie et les manifestations pacifiques qui ont eu lieu dans plusieurs pays. Les théories « culturalistes » font partie de l'idéologie nationaliste à base identitaire, qui a contribué à faire de la « crise des caricatures » ce qu'elle a été. Le relativisme culturel est soutenu par certaines autorités religieuses musulmanes et chrétiennes, tel que le montre le discours du pape Benoît XVI à

Les théories

« culturalistes » font partie de l'idéologie nationaliste à base identitaire, qui a contribué à faire de la « crise des caricatures » ce qu'elle a été.

l'Université de Regensburg le 12 septembre 2006. Le discours du pape a porté sur le lien entre religion et raison, arguant qu'il existe une différence significative entre le catholicisme et l'Islam, étant donné que ce dernier n'a pas reconnu la raison en tant que valeur suprême, alors qu'elle constitue un élément essentiel de la tradition hellénistique. Mais en même temps, à l'instar de ses déclarations durant la crise des caricatures, le pape a appelé l'Islam et les autres religions à s'unir contre le relativisme moral. Il faut souligner ici que les lectures du discours du pape dans le contexte actuel sont politiques, ce qui fait que le discours contribue à renforcer les stéréotypes envers les musulmans. Le discours du pape a provoqué une réaction immédiate dans le monde musulman. Certaines réactions ont consisté à exprimer des critiques raisonnables, mais d'autres ont été des menaces ou des attaques violentes. Ces réactions contribuent aussi à renforcer les perceptions négatives en Europe à l'égard des musulmans, et elles accentuent au Sud l'idée selon laquelle il existe un « choc des civilisations » soutenu par l'Occident chrétien.

Le « choc des civilisations »

Dans un article de 1993 et un ouvrage publié en 1996, Samuel Huntington a prévu l'émergence d'un nombre considérable de conflits fondés sur les différences culturelles entre les civilisations dans l'ère de l'après-guerre froide, considérant que « les grandes divisions dans l'humanité et la source dominante de conflits seront culturelles » et que « le choc des civilisations dominera la scène politique globale. » Huit principales civilisations contemporaines ont été identifiées, et un des chocs prévu par Huntington se jouerait entre l'Occident et l'Islam. Cette théorie a fait l'objet de controverses en raison du fait qu'elle se focalise sur les différences entre les soi-disant civilisations, en ignorant leurs similitudes. Elle échoue, par ailleurs, à reconnaître que les civilisations ne sont pas monolithiques (comprenant des pays, des cultures et des systèmes politiques différents), et, enfin, une analyse des conflits montre que les civilisations ne se sont pas positionnées les unes contre les autres, comme Huntington le suggère, et que les conflits les plus dramatiques se sont déroulés entre des peuples que Huntington inclurait dans une même civilisation (la guerre Iran/Irak, la guerre au Rwanda ou en Algérie par exemple). Quelles que soient les critiques, la théorie de Huntington est devenue très influente, avec la difficulté qu'éprouvent beaucoup de gens à comprendre et à accepter l'émergence des mouvements islamiques, particulièrement après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et d'autres événements similaires. De nombreux politiciens et analystes se sont empressés d'interpréter les événements tragiques comme un signe du choc entre « l'Occident » et l'Islam, tel qu'annoncé par Huntington, tandis que d'autres ont mis en garde contre les dangers inhérents à une telle lecture des événements.

Sans surprise, la popularité de la théorie du « choc des civilisations » a augmenté après les attaques du 11 septembre. Elle est devenue la base théorique de réponses globales et polarisées à ces attaques. L'ennemi a été identifié à l'aide d'une définition nébuleuse de l'islamisme radical et toutes les formes de terrorisme sont devenues indistinctement des « menaces à la sécurité nationale/internationale » et ont été amalgamées en une seule entité. Ceci a eu lieu par le biais d'une construction

artificielle de liens non existants entre Al-Qaïda et le régime dictatorial et séculariste irakien. Saddam est devenu ainsi la cible de « la guerre contre la terreur », avec les tragiques conséquences qui sont largement répandues aujourd'hui. Un des autres aspects principaux de la « guerre contre la terreur » américaine est que « l'Islam » est perçu comme un problème global. Ceci n'a pas été formulé par l'approche conservatrice de Huntington ; mais c'est plutôt l'Administration Bush qui a adopté l'approche transformative proposée par Bernard Lewis, qui postule que les musulmans sont les « hommes maladies » du monde et qu'ils ont urgemment besoin d'un « grand projet » qui les guérira de leurs maladies en leur injectant – par la force si nécessaire – une grande dose de démocratie et de modernité. Cette approche est fondée sur le lien établi entre les courants radicaux de l'Islam politique et les courants revendiquant la pureté religieuse. L'idée de répandre la démocratie dans le Grand Moyen-orient, de Marrakech au Bangladesh et les principales initiatives ostentatoires conçues pour la promouvoir font partie de « ce grand projet » de « réformer et de démocratiser l'Islam » (l'exemple le plus significatif étant la justification pour occuper l'Irak après son invasion).

Théories civilisationnelles et dialogue

Beaucoup de ceux qui n'adhèrent pas à la thèse du « choc des civilisations » ont quand même fini par accepter l'idée selon laquelle les civilisations constituent les principaux acteurs des relations internationales. Conscients des graves dangers du nationalisme à base identitaire et de la popularité concomitante de la thèse du « choc des civilisations », beaucoup de ceux qui s'opposent à ces deux phénomènes ont mis l'accent sur les initiatives de « dialogue entre les civilisations » afin de neutraliser et de prévenir la confrontation et les conflits. Ceux qui promeuvent en général ce type de dialogue considèrent que les civilisations devraient coexister pacifiquement et être mutuellement tolérantes, mais qu'elles existent dans des sphères distinctes et isolées. Même si ce point de vue est loin de représenter une intolérance xénophobe, il s'agit cependant d'une approche qui perpétue l'idée selon laquelle le système international est divisé en deux camps polarisés, qui sont soit en conflit soit engagés dans un dialogue, et qui existent en tant que sphères définies culturellement et religieusement.

Nombreux sont ceux qui sont d'accord avec la vision pessimiste de Huntington selon laquelle l'interaction entre les mondes occidental et musulman est profondément défectueuse. D'autres l'acceptent partiellement mais refusent de vivre dans un monde sujet à une succession de conflits civilisationnels. Il est à noter, en effet, l'émergence d'un nombre considérable d'initiatives internationales parrainées par l'ONU, notamment l'Alliance des civilisations, promue par les gouvernements espagnol et turc. Ces initiatives, y compris celle-ci, sont évidemment importantes et leur domaine d'intérêt s'inscrit dans les initiatives euro-méditerranéennes. Cette initiative est cependant entachée d'un problème conceptuel : son nom suggère implicitement la plausibilité de la théorie du « choc des civilisations » et la nécessité de l'éviter par le biais du dialogue.

Il est intéressant de noter que l'argument essentiel du rapport du Groupe de haut niveau, rédigé pour l'alliance des civilisations en novembre 2006, a consisté à

Il existe une grande diversité de points de vue et d'attitudes de part et d'autre de la Méditerranée ; et la solution reposera sur cette diversité.

La « culture » ne devrait pas être la cible prioritaire de l'aide internationale en matière de démocratisation, de la résolution des conflits et de la lutte contre l'intolérance et l'extrémisme ; ce sont plutôt des forces sociales et politiques spécifiques qui devraient être ciblées.

considérer que les problèmes ne sont pas civilisationnels par nature mais reflètent des questions politiques. Il est mentionné dans ce rapport que les « divisions entre les puissants et les non puissants ou les riches et les pauvres ou entre différents groupes politiques, classes, professions et nationalités, ont un plus grand pouvoir explicatif que les catégories culturelles ». Néanmoins, toutes ses propositions reflètent toujours la structure de l'initiative qui suppose que le dialogue entre les blocs civilisationnels constitue la solution clé aux problèmes identifiés. L'hypothèse selon laquelle « l'Occident » est aussi indifférencié que la manière dont il se conduit envers le « Sud » – négligeant les différences majeures entre les attitudes de l'UE et des États-unis – tend à accentuer la confusion. En fait, comme le rapport le montre, il existe une grande diversité de points de vue et d'attitudes de part et d'autre de la Méditerranée. La solution reposera sur cette diversité. Il est important de saisir la différence d'attitude entre, par exemple, la Grande-Bretagne et l'Italie, et de comprendre que les points de vue au Maghreb diffèrent significativement de celles du Machrek. Il est également important de savoir que de telles différences ne sont pas attribuées à une identité culturelle et civilisationnelle, mais sont le résultat de réactions à des circonstances et à des questions politiques subjectives et objectives, et que les véritables solutions reposent dans la prise de conscience politique.

Comme la « crise des caricatures » le montre, les conflits affectant la zone euro-méditerranéenne sont principalement politiques et sociaux et non culturels et nécessitent une coopération internationale entre des peuples aux profils culturels différents, afin de combattre l'intolérance et de promouvoir l'hospitalité et l'inclusion. Toute initiative devrait commencer, par conséquent, à rejeter clairement les prémices de la théorie du « choc des civilisations ». La « culture » ne devrait pas être la cible prioritaire de l'aide internationale en matière de démocratisation, de la résolution des conflits et de la lutte contre l'intolérance et l'extrémisme. Ce sont plutôt des forces sociales et politiques spécifiques qui devraient être ciblées, impliquant, dans des cas divers, des citoyens d'un même pays, et dans d'autres, des études de cas de pays qui appartiennent à la même aire « civilisationnelle ». Ceci rend possible la relation entre égaux, tandis que faire de l'Islam l'objet des politiques contribue à établir une nouvelle bipolarité qui identifie, voire réduit, l'Occident au « monde chrétien ». En ce qui concerne les relations euro-méditerranéennes, ceci implique également que le Partenariat ne constitue pas le cadre d'un dialogue bipolaire, mais plutôt d'un processus d'inclusion dans la diversité.

Les initiatives de dialogue, telles que celles mises en oeuvre par l'ONU revêtent une importance évidente à la lumière de la crise décrite dans ce rapport. Cependant, l'actuelle contribution des initiatives de l'ONU à la compréhension interculturelle et à la promotion de relations pacifiques dépend à quel point les pays jugent cette contribution – ainsi que ses recommandations – pertinentes. Comme dans la plupart des cas, cette initiative dépend de la bonne volonté des pays qui la soutiennent et de leur pouvoir à persuader les États récalcitrants. Il n'est pas clair si une autre initiative élitiste, avec des personnalités de haut calibre, pourrait influencer d'autres gouvernements, voire même la population générale de différents pays. Au cas où les États associés à cette initiative seraient sérieusement engagés, ils ne devraient pas rater l'occasion d'intérioriser les principes qu'elle adopte en créant et en mettant en place des projets populaires visant la sensibilisation et l'éducation dans

ce domaine et de favoriser les conditions de l'émergence d'activités indépendantes de la société civile.

Les facteurs culturels sont incontestablement importants pour la promotion de la solidarité entre les peuples, mais ils ne constituent pas les seuls – ni les plus forts – liens favorisant l'établissement d'une solidarité. Les perceptions et attitudes publiques vis-à-vis de la guerre en Irak ont été similaires en Europe et dans le monde arabe et se sont distinguées des attitudes et motifs des leaders et des gouvernements. De même, l'attitude des européens musulmans et des européens non musulmans vis-à-vis du conflit israélo-palestinien a été similaire. Les enquêtes du rapport arabe sur le développement montrent qu'il existe un plus grand appui à l'idéal démocratique et aux valeurs fondamentales dans le Sud. La théorie de Huntington ne contribue pas à mettre en lumière la « crise des caricatures », sa popularité aurait en fait contribué à exacerber la crise.

Le nationalisme à base identitaire

La théorie de Huntington reflète profondément – tel que le confirment ses derniers travaux – ses peurs par rapport aux relations entre communautés migrantes et communautés d'accueil et son hypothèse selon laquelle il existe un profond antagonisme entre Islam et démocratie. L'idée consiste à considérer que la démocratie dépend d'une culture chrétienne dominante pour survivre. Huntington postule que les valeurs et l'identité culturelle sont intimement liées. Il considère que l'identité américaine et les valeurs sur lesquelles elle se fonde sont engendrées par « un peuple appartenant à une culture anglo-protestante distincte ». La question de l'immigration et de la défense de l'identité de l'Amérique menacée réside au cœur de sa thèse du choc des civilisations. L'identité américaine devrait être protégée contre ceux qui la menacent du dedans (nouveaux immigrés, particulièrement les Hispaniques). Les propos de Huntington mettent en évidence un nationalisme identitaire : « L'Amérique ne peut pas devenir le monde et rester l'Amérique. Les autres peuples ne peuvent pas devenir américains et rester eux-mêmes. L'Amérique est différente et cette différence est largement définie par sa culture et sa religiosité anglo-protestante. L'alternative au cosmopolitisme et à l'impérialisme est le nationalisme, voué à la préservation et au renforcement de ces qualités qui ont défini l'Amérique depuis sa fondation ».

Il s'agit d'une vision qui rejette absolument la notion des droits de l'homme. Elle a une grande capacité de destruction. La Bosnie, qui a fait l'objet d'une brutalité barbare de la part du nationalisme à base identitaire serbe et le Rwanda, où la communauté internationale a permis le déroulement d'un génocide à une échelle inimaginable, ne diffèrent qu'en termes d'ampleur et de durée d'autres processus similaires dans d'autres parties du monde. Les partis politiques qui ont pour objectif premier de défendre les identités nationales, menacées par le cosmopolitisme et le multiculturalisme ont émergé et représentent aujourd'hui une menace majeure à la démocratie, à l'inclusion politique et sociale et la diversité culturelle.

Le nationalisme à base identitaire constitue un important problème aujourd'hui. Il constitue un problème particulièrement sérieux dans la région euro-méditerranéenne,

où il revêt la forme de la xénophobie et de l'intolérance. L'universalisme des droits de l'homme et la démocratie constituent les bases du Processus de Barcelone. Cet universalisme est compatible avec le droit à la différence culturelle et religieuse ainsi qu'à la protection contre la discrimination ethnocentrique (y compris les formes de sécularisme dogmatiques et radicales) ; il est nécessaire, au contraire, de garantir la survie de ce dernier. Les conditions politiques et sociales pour une protection euro-méditerranéenne commune des droits de l'homme et de la démocratie, de la lutte contre l'intolérance et de la promotion du droit à la diversité existent.

IV. La bonne réponse : l'inclusion dans la diversité

Les théories de Huntington ont échoué à aborder les véritables enjeux. Huntington considère les civilisations en tant qu'entités fixes, ayant leurs propres pratiques culturelles. En réalité, ces entités monolithiques n'existent pas. De plus, l'acceptation d'un relativisme moral et culturel qui affirme la validité de tout ce qui appartient à une culture différente parce qu'elle est différente et préconise une approche non interventionniste à l'égard des pratiques culturelles autres que la « nôtre », va à l'encontre du but recherché.

Par conséquent, l'un des problèmes les plus sérieux qui contribuent aujourd'hui à la propagation du discours anti-islamique à base identitaire réside dans le fait qu'une grande variété d'acteurs politiques déterminent certains comportements sociaux et politiques, conformément à la religion des membres d'un groupe social qui, par la suite, se trouve dans l'incapacité d'accepter entièrement les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme. Dans ce contexte, les facteurs politiques et sociaux perdent leur sens et les gouvernements autoritaires – ainsi que leurs appuis parmi les démocraties du monde – sont excusés. De plus, ceci cultive une vision de « l'autre » qui est non seulement différent mais qui connaît également un retard social et politique. La « crise des caricatures » n'aurait pas pu mettre en évidence plus clairement la nécessité de distinguer entre les sphères religieuse et politique pour limiter le renforcement des stéréotypes ainsi que l'importance d'un sécularisme qui accepte les différences culturelles.

Il existe une alternative aux thèses huntingtoniennes et aux autres thèses similaires, qui considère la diversité en tant que valeur positive partagée. Ceci souligne l'importance du droit à la diversité culturelle et à la liberté d'expression ; de la lutte contre la xénophobie et du rôle de la culture et du pluralisme culturel dans les relations euro-méditerranéennes ainsi que du concept d'« hospitalité » dans le cadre d'une diversité culturelle inclusive.

L'hospitalité : l'approche adéquate pour l'immigration

Il existe une alternative à « la coexistence tolérante ». Elle consiste à reconnaître qu'en dépit d'un héritage culturel et traditionnel différent, toute personne est avant tout membre d'une même famille humaine et a besoin, à ce titre, des mêmes droits fondamentaux. Ceci a été la conviction fondamentale qui permet aux États démocratiques et aux communautés régionales telles que l'Union européenne d'exister. D'après Jacques Derrida, c'est le « sentiment d'hospitalité » qui est en jeu, un sentiment fondé sur la reconnaissance de « l'autre » comme intrinsèquement semblable, ou en d'autres termes égal, et comme quelqu'un d'une origine, nationalité, religion ou « civilisation » intrinsèquement différente. Il s'agit d'un discours sur la reconnaissance d'une humanité commune et partagée, qui refuse l'aliénation de l'autre ainsi que sur la reconnaissance d'une responsabilité mutuelle, tant des migrants que des hôtes. Cette distinction n'est pas aussi triviale qu'elle ne paraît au premier abord : il est à rappeler le débat en Europe et au Sud sur les « niveaux de tolérance » pour une inclusion sociale et sur la « limite » du nombre

Une grande variété d'acteurs politiques déterminent certains comportements sociaux et politiques, conformément à la religion des membres d'un groupe social qui, par la suite, se trouve dans l'incapacité d'accepter entièrement les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme.

d'immigrés qu'une société d'accueil donnée peut « absorber ». Ce débat constitue un rappel utile de l'importance cruciale que revêt cette distinction en réalité.

La responsabilité de l'Europe

Le succès du Partenariat euro-méditerranéen dépend largement du degré de respect, de la part de l'Union européenne et de ses États membres, du modèle européen d'intégration et de sa devise « l'unité dans la diversité ». Toute définition culturelle, voire pire, religieuse, signifierait une défaite volontaire. Le processus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est crucial à cet égard, et ses conséquences détermineront la manière dont l'Union européenne sera perçue par ses voisins du Sud. L'adhésion de la Turquie stimulerait fortement l'intégration euro-méditerranéenne, étant donné qu'elle illustrerait les effets positifs par nature des arguments mettant plus l'accent sur ce que les individus et les institutions partagent grâce à l'inclusion démocratique que sur ce qui les divise. La manière dont les États de l'Union abordent l'immigration et les communautés immigrées revêt une importance cruciale également. Ces communautés devraient être considérées comme des acteurs centraux dans le processus d'inclusion euro-méditerranéen, qui est aussi bien économique que politique par nature. La crise des banlieues française et britannique, ainsi que l'affirmation de la « différence » par certaines femmes à travers le port du voile ne devra pas aboutir à un renforcement de la thèse du « choc des civilisations » mais plutôt à des mesures qui renforcent l'esprit d'« hospitalité », encouragent les citoyens européens d'origine sud-méditerranéenne à devenir politiquement actifs et à surpasser par conséquent la discrimination et la marginalisation. Le succès du Partenariat euro-méditerranéen ne dépend pas uniquement aujourd'hui de la capacité des pays du Sud à se démocratiser mais de l'acceptation de la part des États européens de la diversité interne et des transformations culturelles qu'un tel changement implique et de leur capacité à aborder la question de l'immigration conformément aux valeurs de l'Union. Pour ce faire, il est nécessaire dans ce contexte d'apporter des réponses aux problèmes d'une région qui est au cœur de l'agenda politique global.

Le succès du Partenariat euro-méditerranéen ne dépend pas uniquement aujourd'hui de la capacité des pays du Sud à se démocratiser mais de l'acceptation de la part des États européens de la diversité interne et des transformations culturelles qu'un tel changement implique.

Les réponses internationales

Des efforts ont été déployés, ces dernières années, non seulement aux niveaux européen ou méditerranéen, mais au niveau international aussi, dans le but de promouvoir les valeurs d'hospitalité et de dialogue. Un des exemples qui illustre ce type d'initiatives est l'Alliance des civilisations. D'autres initiatives de l'ONU sont pertinentes à cet égard. Combattre le racisme – à savoir « la croyance que la race constitue le facteur primordial des traits et des capacités de l'homme et que les différences raciales engendrent une supériorité inhérente à une race particulière » et toute forme de xénophobie, à savoir « la peur et la haine des inconnus, des étrangers ou de tout ce qui est inconnu ou étranger », constitue un élément essentiel de telles initiatives. Depuis l'adoption de la Déclaration de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination en 1965 et l'établissement du Comité pour

l'élimination de la discrimination raciale (CEDR) – le premier organe créé par l'ONU pour contrôler et suivre de près les actions des États, afin qu'ils remplissent leurs obligations sous les auspices d'un instrument des droits de l'homme – ainsi que la nomination en 1993 d'un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance, les États parties des Nations Unies ont démontré leur engagement par rapport à cette question. En acceptant que leurs actions soient contrôlées, voire critiquées, les États ont adopté une démarche claire pour lutter contre la discrimination raciale, culturelle et religieuse. L'adoption de documents juridiques exécutoires et la création d'organes relativement officiels constituent des instruments importants pour la lutte contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'intolérance.

L'activité de l'ONU dans ce domaine a consisté à promouvoir les principes garantis par la Déclaration des droits de l'homme, et notamment le principe d'égalité et de non-discrimination appliqué à tous les êtres humains. Le rapporteur spécial de l'ONU sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance a tenté de déterminer les causes de l'islamophobie, de la christianophobie et de l'antisémitisme. Ces trois phénomènes impliquent le même principe d'exclusion. L'objet de leur haine est objectivé vis-à-vis d'un membre d'un groupe culturel inacceptable, et par conséquent privé d'une humanité essentielle et partagée. Il ou elle est expulsé(e) de la communauté, devenant une personne aliénée, non en raison de ses caractéristiques individuelles mais en raison d'une identité attribuée. Le résultat logique qui découle de telles attitudes a été le mieux décrit par Raoul Hilberg, l'un des premiers et des meilleurs chroniqueurs de l'holocauste, lorsqu'il a établi la différence entre les pogroms médiévaux en Allemagne et les nazis par la suite. Selon lui, la persécution au Moyen-Âge a été fondée sur le principe « tu ne vivras point entre nous ! », tandis que le principe nazi a simplement été « tu ne vivras point ! » – un rappel salutaire des conséquences éventuelles d'une idéologie d'exclusion, qu'elle soit officielle ou informelle.

Les études menées par le rapporteur spécial montrent à quel point la haine à l'égard de différents groupes humains, qu'elle soit d'ordre xénophobe, culturel ou religieux, est à l'origine des formes contemporaines de racisme et à quel point elle a nourri les conflits. En dépit du fait que les théories racistes, voire le concept de race lui-même, aient été totalement discréditées au fur et à mesure des avancées scientifiques, le discours politique, journalistique et intellectuel actuel demeure néanmoins imprégné par le racisme. Le rapporteur spécial a dénoncé énergiquement le rôle des médias et des intellectuels dans « la légitimation intellectuelle » de l'intolérance, particulièrement celle entre les mondes musulman et occidental. Le rapporteur spécial évoque la théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington entre autres pour illustrer à quel point de telles théories et points de vue alimentent les attitudes d'intolérance.

L'ONU a également adopté une convention, entrée en vigueur en 2003, pour protéger les migrants, qui font également l'objet de différentes formes de discrimination. Elle se fonde sur de précédents instruments internationaux des droits de l'homme relatifs aux droits au travail, à la justice et aux soins médicaux et consacre les principes de non-discrimination et d'égalité par rapport aux nationaux des pays d'accueil dans

tous les aspects de la vie du migrant. La convention devrait encore être signée ou ratifiée par certains pays européens. La Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant a connu le même sort : seuls 9 États l'ont ratifié, dont six pays de l'UE. Il paraît que la raison pour laquelle les États ont négligé les conventions internationales et régionales relatives aux migrants, remonte au fait que les dispositions juridiques imposent trop de contraintes aux pays d'accueil et ne prennent pas en compte la difficulté de l'absorption des flux des travailleurs immigrés en Europe.

Le rôle du Partenariat euro-méditerranéen

Il est dommage que les États européens aient été tellement réticents à adopter ces initiatives qui jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre les tensions qui pourraient avoir lieu au sein de sociétés complexes. La crise des caricatures, par exemple, a directement impliqué certains des pays clés du Partenariat, notamment le Danemark, l'Égypte, le Liban et la Syrie, ce qui explique l'importance des débats au sein du Partenariat durant la crise. Les structures politiques du PEM constituent le cadre idéal pour traiter les crises nord-sud telles que celle-ci. Javier Solana a publié, en février 2006, une déclaration commune avec le secrétaire général des Nations unies et l'organisation de la conférence islamique, mettant en garde contre les conséquences inquiétantes de la publication des caricatures et appelant au dialogue et à la compréhension mutuelle entre les différentes communautés. Il a entamé par la suite une tournée moyen-orientale, où il a rencontré des représentants officiels, afin de promouvoir ces objectifs. En effet, l'élimination des perceptions négatives mutuelles constitue un des objectifs principaux du Partenariat et un moyen pour « l'établissement d'une confiance considérable ». Le rôle joué par le PEM, en vue d'apaiser les effets de la crise et la tension entre les pays du Nord et du Sud, a été salué. Il a été bien plus difficile – voire impossible – pour le Partenariat de traiter les crises Sud-Sud. Ceci a été notamment le cas lors de la guerre du Liban qui a impliqué au moins deux États du PEM. La crise a fait l'objet d'une discussion au sein du Comité Euromed ainsi que de propositions présentées par l'Égypte au nom du groupe arabe (document La Diffamation de l'Islam et le *Dialogue des Cultures*), par la Commission européenne (qui a présenté « le Décalogue des idées », qui a été finalement approuvé par le Comité), et par la Fondation Anna Lindh. Toutes ces propositions ont souligné l'importance du rôle que devront jouer les réseaux de la société civile au sein du Partenariat, ainsi que du Dialogue Euromed, qui implique un large réseau de journalistes (et dans le contexte de l'organisation du séminaire sur *Le Racisme, la xénophobie et les médias : vers le respect et la compréhension de toutes les religions et des cultures* qui a eu lieu les 21-23 mai, à Vienne).

La visibilité du PEM a été très limitée durant la crise, et n'a pas donné lieu à une déclaration commune en raison des divisions des États membres au sujet de la liberté de la presse et du respect de la religion.

Ces initiatives ont pour objectif de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle au sein de la région euro-méditerranéenne et le « dialogue interculturel » à travers la Fondation Anna Lindh. Cette vision a été réaffirmée à la réunion ministérielle du PEM de Tampere. Il est vrai que la visibilité du PEM a été très limitée durant la crise, et n'a pas donné lieu à une déclaration commune en raison des divisions des États membres, au sujet de la liberté de la presse et du respect de la religion. Il est cependant évident que le Partenariat devrait constituer le cadre pour traiter des

crises de ce type. Pour ce faire, le PEM ne devrait pas se contenter de contribuer à une compréhension et une connaissance mutuelles, voire de promouvoir le concept mal défini du « dialogue entre cultures ». Le seul moyen pour une action efficace consiste à mettre l'accent sur les questions d'intolérance et de discriminations culturelle et religieuse.

Retour à la Déclaration de Barcelone

L'aspect politique et sécuritaire du Partenariat traite de la question de la discrimination, tel que le prévoit la Déclaration de Barcelone.

Les États sont appelés à « respecter les droits humains et les libertés fondamentales et à assurer l'application de tels droits et libertés, y compris la liberté d'expression, la liberté d'association dans des buts pacifiques et la liberté de pensée, de conscience et de religion, aussi bien individuelle que collective au sein d'un même groupe, sans discrimination aucune pour raison de race, nationalité, langue, religion ou sexe ». Les États membres se sont, de plus, engagés à « respecter et assurer le respect de la diversité et du pluralisme dans leurs sociétés, promouvoir la tolérance entre différents groupes dans la société et lutter contre l'intolérance, le racisme et la xénophobie ». Les États PEM ont également reconnu « l'importance du rôle joué par les migrations sur leurs relations entre eux » et se sont engagés à « assurer le respect de tous les droits reconnus par la législation en vigueur concernant les migrants résidant légalement dans leurs pays respectifs ». Ces engagements ne sont néanmoins pas toujours respectés.

Le problème ne réside pas, en somme, dans l'absence d'instruments internationaux et régionaux pour promouvoir la tolérance et combattre le racisme, mais dans le manque d'action au niveau national pour appliquer et renforcer les principes régionaux et internationaux des droits de l'homme. Si les États PEM sont sérieusement prêts à s'engager dans la lutte contre l'intolérance et la promotion de la diversité, un engagement sur une série de normes constituerait un bon point de départ. Les normes internationales des droits de l'homme devraient être considérées comme interdépendantes et non interchangeables. La liberté de presse, par conséquent, ne peut pas être limitée à la prévention du discours raciste et de la diffamation des religions, et la liberté de religion ne peut pas être limitée à la protection de « l'identité nationale ».

Le Processus de Barcelone : au-delà de la bipolarité des civilisations

Le Processus de Barcelone, tel que défini dans la déclaration de novembre 1995, est une application du principe de « l'inclusion dans la diversité ». La Déclaration de Barcelone de 1995 a, par conséquent, le grand mérite d'éviter la bipolarité civilisationnelle et d'affirmer la possibilité d'intégrer des pays culturellement divers dans un même projet, tant qu'il est fondé sur une convergence authentique autour de valeurs démocratiques, comme dans le cas de l'Europe. Les principes et les objectifs de la Déclaration de Barcelone sont aussi pertinents aujourd'hui qu'ils ne l'ont été

en 1995, à la seule différence qu'ils figurent aujourd'hui dans l'agenda régional. En effet, les objectifs et les principes du PEM sont au centre du débat de tous les pays méditerranéens aujourd'hui, que ce soit au Liban après les élections démocratiques, en Égypte avec son difficile processus de réforme, ou au Maroc, qui débat de la transition démocratique.

À l'occasion du 10ème anniversaire du PEM, EuroMeSCo a publié un rapport évaluant le potentiel et les réels *acquis* du processus et analysant dans quelle mesure les objectifs originaux avaient produit des résultats tangibles. Ceci n'a pas été une tâche aisée en raison du fait que les processus d'inclusion sont longs, et que les effets à long terme sont plus facilement identifiables rétrospectivement que par dix ans d'expérience. La conclusion clé de ce rapport a consisté à considérer que le Processus de Barcelone n'a pas contribué significativement à la promotion des conditions nécessaires pour assurer l'inclusion euro-méditerranéenne. La raison de cet échec s'explique par le fait qu'en dépit des principes annoncés dans la Déclaration, les partenaires ont privilégié la stabilité, l'endiguement de l'Islam politique et la limitation des flux migratoires.

Le rapport a conclu qu'il était nécessaire de mettre en question les liens entre développement, sécurité et démocratie, et d'abandonner la vision erronée dominante tout au long de la décennie, selon laquelle le développement économique engendre automatiquement la sécurité et la stabilité, voire la démocratie à long terme. Le rapport a conclu, de plus, que la séquence causale liant réforme économique et démocratisation n'a pas été opérationnelle en Méditerranée. En fait, certains des pays qui ont connu une grande croissance économique sont aussi ceux qui ont engagé les réformes politiques les plus modestes et vice-versa. Il a été conclu de même, que l'Islam politique, dans ses diverses formes, est devenu une réalité inévitable. L'Union européenne est par conséquent aujourd'hui confrontée à la nécessité d'impliquer ses partenaires du Sud dans un processus qui donne la primauté aux questions politiques, même si une politique d'inclusion économique efficace est mise en oeuvre. L'Union devrait, en d'autres termes, adopter une politique globale pour la région, fondée sur les principes démocratiques de la Déclaration de Barcelone.

Le pluralisme démocratique constitue une condition fondamentale pour assurer le succès de la politique d'inclusion dans la diversité. Privilégier le politique signifie qu'il faudrait accepter la grande diversité des acteurs politiques dans la région, y compris les « islamistes » en les impliquant dans un projet commun. Ceci signifie également qu'il faudrait accepter l'autonomie de la société civile. La nécessité de développer une meilleure compréhension mutuelle et de lutter contre les perceptions négatives de l'Occident à l'égard de l'Islam ne devrait pas devenir un prétexte pour ignorer – au nom du relativisme culturel – l'urgente nécessité d'engager des réformes politiques et de prendre des mesures pour la protection des droits de l'homme. Le dialogue interculturel n'est pas le substitut du pluralisme, qu'il soit culturel ou politique. Les réactions politiques à la crise des caricatures, de part et d'autre de la Méditerranée, mettent en évidence les opportunités que le pluralisme démocratique pourrait offrir, et dans quelle mesure l'échec de l'exploitation de son potentiel a abouti à la situation actuelle.

**Le dialogue interculturel
n'est pas le substitut
du pluralisme, qu'il soit
culturel ou politique.**

V. Recommandations pour le Partenariat euro-méditerranéen

Ce rapport recommande l'adoption de 3 initiatives. Mais il souligne avant la nécessité urgente de repenser certaines questions fondamentales et d'affronter ce qui semble être devenu « la sagesse conventionnelle ». Par conséquent, ce qui suit, est une exhortation aux décideurs publics de tirer les justes leçons des conflits et des crises actuelles.

Viser juste : la clé est la différenciation. La thèse culturaliste ou celle du « choc des civilisations », la division du monde en blocs religieux ou civilisationnels homogènes et distincts qui doivent soit coopérer soit s'affronter, s'est avérée par trop simpliste et tout simplement erronée. Tout comme le marxisme globalisant de la période de la guerre froide qui expliquait tout en termes de « conflit de classes » et de « structure », le « choc des civilisations » constitue un objet construit qui obscurcit plus qu'il n'illumine les réalités diverses et complexes. Afin d'acquérir une réelle compréhension de conflits spécifiques et de distinguer entre différents types de conflits, il est nécessaire d'adopter une analyse plus nuancée – au cas par cas – à propos des différents facteurs politiques et sociaux qui alimentent les conflits dans un contexte donné.

Viser juste : activer le cadre institutionnel. Comme la crise l'a montré, le PEM pourrait constituer le cadre adéquat pour régler des crises de ce type. Mais pour ce faire, il devrait mettre l'accent sur les dimensions politique, diplomatique et sociale de la crise et ne devrait pas tomber dans le piège de l'adoption de la perspective du « choc des civilisations ». Il s'agit d'une perspective qui paralyse les acteurs politiques, au lieu de leur permettre d'adopter des initiatives spécifiques au cas par cas afin de résoudre des problèmes spécifiques au cas par cas. Il est à noter après tout qu'un cadre tel que le PEM ne pourrait évidemment pas « résoudre » un « choc des civilisations » titanesque – mais atténuer, par exemple, des tensions entre une institution religieuse officielle en Égypte et des diplomates danois ou entre une communauté marocaine immigrée et, disons, un parti politique européen. L'une des leçons tirées de la crise par le gouvernement danois est, notamment, celle de la nécessité de prendre les initiatives diplomatiques au sérieux et de les mettre en œuvre au plus tôt. Le PEM devrait développer un cadre dynamique – caractérisé par un discours pragmatique – pour gérer ce type de tensions et de crises très tôt après leur émergence.

Viser juste : poser les bonnes questions. Poser les bonnes questions signifie identifier clairement les objectifs et définir, par la suite, les actions qui pourront être engagées pour réaliser ces objectifs. Le discours pragmatique constitue le meilleur moyen pour déterminer les initiatives à mettre en œuvre. Il faut donc trouver le juste équilibre entre l'échec (« clash » et « relativisme normatif ») et les ambitions utopiques (l'harmonie absolue entre traditions et pratiques culturelles). Ceci implique l'« inclusion dans la diversité » et l'« hospitalité ». Ces deux termes rappellent la nécessité de repenser les concepts, trop imprégnés par la sagesse conventionnelle.

- ***La liberté ne résulte pas du dialogue culturel ou civilisationnel mais des politiques de réforme et de démocratisation.*** La tradition est le contexte ; les institutions politiques, les moyens ; et la liberté et l'épanouissement individuels, la finalité. L'histoire a témoigné de la réussite du modèle démocratique, qui constitue un système d'alternance pacifique du pouvoir – au sein d'un État de droit, soit d'un système basé sur la loi et non sur l'arbitraire. Cet objectif ne peut pas être assimilé à « civilisation » ou « culture » ou toute autre question spécifique. L'enjeu consiste à déterminer une élite et un système de gouvernance, dont les modalités seront définies dans chaque pays conformément aux coutumes locales, mais respectant les principes acceptés universellement de la déclaration des droits de l'homme et des divers instruments adoptés par les Nations unies.
- ***La diversité culturelle n'équivaut pas au relativisme normatif et les droits humains sont, effectivement, « humains ».*** L'un des accomplissements majeurs du dernier quart de siècle – à savoir, les avancées de l'agenda global à pas de géants en matière de droits de l'homme dans les années 1990 dans toutes les parties du monde développé et en voie de développement – est menacé aujourd'hui par le discours « civilisationnel » et sécuritaire. Il existe cependant un consensus sur les droits humains fondamentaux que le PEM devrait tenter de renforcer et élargir à de nouveaux domaines, notamment aux droits de la femme, aux minorités et aux communautés immigrées, tout en œuvrant à l'éradication du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance.
- ***Les conflits ne sont pas tous des problèmes sécuritaires.*** En cette époque de « guerre mondiale contre la terreur », il est nécessaire de repenser la tendance à considérer tout conflit social et politique comme un problème sécuritaire. Un certain degré de tension et de conflit constitue une composante naturelle de la vie politique et sociale – et la perspective d'une harmonie et d'une paix totales, une illusion ; la militarisation et la « logique de guerre » ne sauraient pas être les seuls moyens déployés pour gérer les tensions et les conflits qui émergent.
- ***Tous les musulmans ne sont pas islamistes, tous les islamistes ne sont pas radicaux et tous les radicaux ne sont pas terroristes.*** Il n'est pas possible d'englober des réalités complexes et hétérogènes en une seule entité uniforme qui serait « l'ennemie de l'Occident ». Seule une infime minorité perçoit l'« Occident » – formant un bloc homogène – comme un ennemi ; les autres acteurs politiques et sociaux ont des agendas domestiques spécifiques moins orientés sur une quelconque inimitié envers l'Europe que sur le traitement des questions politiques et du développement que les États post-indépendance ont échoué à résoudre jusqu'à présent.
- ***La liberté d'expression est l'instrument clé de la lutte contre l'intolérance.*** La liberté d'expression est une composante clé de la promotion de la liberté et du pluralisme de tout processus de réforme

démocratique. Seule l'existence d'une presse libre contribue effectivement à une meilleure connaissance mutuelle et à la lutte contre les stéréotypes, y compris ceux à caractère religieux. La « crise des caricatures » rappelle la nécessité de défendre la liberté d'expression, non seulement vis-à-vis de l'intolérance religieuse mais aussi de la manipulation politique des courants extrémistes et des gouvernements.

- **La liberté d'expression se distingue du discours de la haine.** Les libertés de la presse ne devraient pas être confondues avec l'acceptation du discours de la haine. Divers pays – et notamment ceux qui ont rencontré des problèmes dans le passé relatifs au discours de la haine et de la promotion étatique du racisme – sont dotés de lois contre le discours de la haine. La liberté de la presse est une condition à l'épanouissement de la société civile et à la réduction du pouvoir étatique démesuré par les individus. En effet, c'est à la société et non à l'État de déterminer ce dont nous avons le droit de dire ou non. La solution à l'intolérance et au racisme ne réside pas dans le musèlement de la presse, mais dans la sensibilisation et la conscientisation culturelles des acteurs médiatiques. Ceci impliquerait nécessairement davantage d'ouverture.
- **Le refus des stéréotypes devrait constituer une priorité majeure.** Le danger de concevoir les questions politiques en termes stéréotypés, qui constituent un peu plus que des caricatures de la réalité, est pratiquement universel. Or ce phénomène constitue l'obstacle principal tant au débat qu'à la compréhension et, par conséquent, à l'élaboration de politiques efficaces. L'un des pires aspects de ce phénomène tient au fait qu'il impute toujours la faute à « l'Autre » et jamais à soi-même. Toutefois, son pire effet malin tient à l'incapacité du sujet à se rendre compte de ses propres préjugés. Il est extrêmement important que tous les commentateurs et analystes qui contribuent à influencer les politiques générales soient conscients de cette tendance et puissent la détecter chez leurs protagonistes. En effet, sans l'éradication des stéréotypes, il y a peu d'espoir que les politiques générales du PEM aboutissent à des résultats positifs et souhaitables.
- **L'initiative de l'alliance des civilisations devrait évoluer vers une alliance globale pour « l'inclusion dans la diversité ».** Elle ne pourra néanmoins réaliser cet objectif que si elle est prête à remettre en cause la notion de « civilisation » en tant qu'acteur. Elle devrait également rejeter la notion des opposés qui s'opposent « l'Orient » et « l'Occident », « Nord » et « Sud », et donner la primauté aux valeurs de l'interaction intra-culturelle et de la fusion. L'Union européenne et les pays Euromed devraient promouvoir des activités dans le cadre de l'Alliance, en vue d'encourager l'inclusion dans la diversité, ainsi que la coopération dans les domaines culturel et artistique.

À la lumière de ces défis, ce rapport recommande quatre initiatives que le PEM devrait entreprendre pour promouvoir « l'inclusion dans la diversité », à savoir :

1. Une initiative contre l'intolérance et la xénophobie. La lutte contre la discrimination et la xénophobie devrait devenir un objectif ministériel prioritaire en 2007. L'un des objectifs devrait être l'établissement d'un *Conseil Euromed contre la discrimination et le racisme*, qui pourrait mettre en œuvre un certain nombre de mesures telles que (a) disséminer l'information sur les instruments légaux auxquels les individus peuvent recourir pour poursuivre les responsables de discrimination, de racisme ou d'autres formes illégales d'intolérance ; (b) promouvoir la ratification de tous les traités des droits de l'homme, et notamment ceux liés au racisme, à la xénophobie et à la discrimination ; (3) impliquer plus directement les communautés immigrées dans le processus politique du PEM. Le PEM devrait en outre disposer de sa propre base de données sur le racisme et la discrimination dans la région euro-méditerranéenne, et créer à cette fin l'*Observatoire Euromed sur l'Intolérance et le Racisme*, en collaboration avec les initiatives anti-racisme de l'Union européenne et les institutions anti-racisme dans le sud de la Méditerranée. Ceci permettrait aux citoyens de part et d'autre de la Méditerranée d'avoir accès à l'information sur les moyens de défendre leurs droits et de resserrer les liens avec d'autres acteurs de la société civile dans la région euro-méditerranéenne.

2. Une Charte PEM des droits des migrants. Le PEM devrait promouvoir la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des travailleurs immigrés ainsi que de leurs familles. Les États européens devraient oeuvrer pour la ratification de cet important instrument, ainsi que celle des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Conseil de l'Europe (COE). L'engagement vis-à-vis de la tolérance au niveau domestique implique la promotion des droits des minorités et la mise en œuvre effective de l'égalité entre toutes les communautés, et notamment en ce qui concerne leur participation politique.

3. Un programme commun pour combler le fossé de la connaissance. Le PEM devrait promouvoir un très vaste programme pour promouvoir une connaissance commune sur les réalités politiques, historiques, culturelles, et sociales de la région euro-méditerranéenne, en utilisant les plus récentes technologies d'information disponibles. Ce programme devrait financer l'introduction à l'accès à la technologie de l'information, aussi bien en termes de formation que d'équipement. Il devrait également soutenir la traduction à une grande échelle d'information pertinente de et vers l'Arabe, qui devrait être une langue obligatoire dans toutes les initiatives financées par l'Union. Il devrait également financer un accès généralisé peu coûteux aux principales publications des différents pays de la région et renforcer les initiatives médiatiques.

4. Une réorientation des objectifs de la Fondation Anna Lindh vers la promotion du pluralisme culturel et de la liberté intellectuelle. La Fondation Anna Lindh devrait se concentrer sur les activités qui promeuvent le pluralisme culturel et la compréhension mutuelle entre les peuples de la Méditerranée et de l'Europe. La promotion d'activités artistiques et littéraires ainsi que la défense de la liberté d'expression et des libertés artistiques devraient être au centre de toute initiative qui promeut le pluralisme culturel et la coopération. La production artistique de la région

euro-méditerranéenne devrait faire aussi l'objet de divulgation. Il faudrait financer la coopération entre les acteurs culturels d'un large spectre de domaines artistiques. La Fondation ne devrait pas tenter de jouer le rôle d'une plateforme de la société civile (il existe d'autres organisations qui ont ce rôle), mais plutôt se consacrer aux activités d'ordre intellectuel et artistique, de part et d'autre de la Méditerranée.

Repères chronologiques

30 septembre 2005. Copenhague, Danemark. Le quotidien danois *Jyllands-Posten* publie douze caricatures du prophète Mahomet sous le titre *Les visages de Mahomet*.

19 octobre 2005. Copenhague, Danemark. Onze ambassadeurs de pays musulmans demandent à rencontrer le premier ministre du Danemark, Anders Fogh Rasmussen et exigent qu'il intervienne contre le *Jyllands-Posten* et d'autres médias danois qui ont offensé l'Islam. Le Premier ministre refuse cette entrevue alléguant que le gouvernement n'a pas d'influence sur la liberté de la presse.

7 novembre, 9 décembre 2005. Élections législatives en Égypte.

8 décembre 2005. La Mecque, Arabie Saoudite. Le Sommet islamique évoque le sujet des caricatures.

29 décembre 2005. Le Caire, Égypte. Les ministres des affaires étrangères arabes, réunis au siège de la Ligue arabe « rejettent et condamnent cette atteinte qui va à l'encontre de la sainteté des religions, des prophètes et des valeurs nobles de l'Islam ».

10 janvier 2006. Oslo, Norvège. Le magazine norvégien *Magazinet* publie les 12 caricatures.

25 janvier 2006. Le Hamas remporte les élections législatives en Palestine.

2 février 2006. Gaza, Palestine. Une dizaine d'hommes armés encerclent les locaux de l'Union Européenne

4 février 2006. Damas, Syrie. Les ambassades de Norvège et du Danemark sont incendiées.

5 février 2006. Beyrouth, Liban. Des manifestants incendient le consulat du Danemark dans le quartier chrétien d'Achrafiyeh et lapident deux églises et des commerces.

6 février 2006. Téhéran, Iran. Des centaines de manifestants lancent des cocktails Molotov contre l'enceinte de l'ambassade du Danemark.

9 février 2006. Copenhague, Danemark. *Jyllands-Posten* publie sur son site Internet la « nouvelle version » en langue arabe de sa lettre d'excuses aux musulmans. Les excuses sont plus claires et plus directes que celles de la version du 30 janvier.

Note bibliographique

Contributions

Articles rédigés dans le cadre de la préparation de ce rapport :

Mustafa Akyol « The Cartoon Crisis through Muslim Eyes ».

Amr ElShobaki, « The Arab Intellectuals' Debate over the Cartoons Crisis ».

Abdelali Hamidine, « La crise des caricatures – Lecture sur les réactions arabo-musulmanes : le cas du Maroc ».

Ulla Holm, « The Danish Cartoon Crisis: Polarisation and Reconciliation ».

Rania Safar, « Crise des caricatures en Égypte, Syrie et au Liban ».

Álvaro de Vasconcelos, « A Dialogue of Civilisations or 'Inclusion within Diversity'? », in *Euro-future*, 6, Winter 2005.

Le rapport s'appuie aussi sur les articles élaborés à partir d'un questionnaire conduit au sein du réseau EuroMeSCo sur les réactions à « la crise des caricatures de Mohammed » dans des pays déterminés, rédigés par Roberto Aliboni (IAI, Rome), Lotfi Boumghar (INESG, Alger), Amr ElShobaki (ACPSS, Le Caire), Felix Heiduk (SWP, Berlin), Emily Landau (JCSS, Tel-Aviv), Luis Martinez (CERI, Paris) et Eduard Soler (Cidob, Barcelone).

Autres documents

Rapport de l'Alliance des civilisations, novembre 2006 : www.unaoc.org/repository/report.htm.

Human Rights Watch, Questions and Answers on the Danish Cartoons and Freedom of Expression – When Speech Offends, New York, 15 février 2006 : <http://hrw.org/english/docs/2006/02/15/denmar12676.htm>

Rapport du séminaire Racisme, xénophobie et médias, organisé par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes et la Présidence autrichienne à Vienne, mai 2006 : http://eumc.europa.eu/eumc/index.php?fuseaction=content.dsp_cat_content&catid=3e6c61340870c&contentid=452a173c53b66

Rapport sur la diffamation des religions et des efforts globaux pour lutter contre le racisme : antisémitisme, christianophobie et islamophobie par M. Doudou Diène, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance, UN. doc. E/CN.4/2005/18/Add.4

Rapport sur la situation des peuples musulmans et arabes dans différentes parties du monde après les événements du 11 septembre 2001 par M. Doudou Diène, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance, UN doc E/CN.4/2003/23

Enquêtes

Pew Global Attitudes Project Report, *America's Image Slips, But Allies Share U.S. Concerns Over Iran, Hamas*, 13 juin 2006 : <http://pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=252>

Pew Global Attitudes Project Report, *The Great Divide: How Westerners and Muslims View Each Other*, 22 juin 2006: <http://pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=253>

German Marshall Fund Survey, *Transatlantic Trends 2006* :

www.transatlantictrends.org/doc/2006_TT_Key%20Findings%20FINAL.pdf

Ouvrages

Barbé, Philippe, *L'anti-choc des civilisations, Méditations méditerranéennes*, Editions de l'Aube, 2006.

Derrida, Jacques, *De l'hospitalité*, collection Petite Bibliothèque des Idées, ed. Calman-Lévy, 1997.

Huntington, Samuel, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Touchstone Books, Londres, 1998.

_____, *Who Are We: America's Great Debate*, The Free Press, Londres, 2005.

Lewis, Bernard, *What Went Wrong: Western Impact and Middle Eastern Response*, Oxford University Press, 2001.

Rapport annuel EuroMeSCo 2006

01. Reprendre de l'élan
02. Les femmes en tant que participants à part entière à la Communauté euro-méditerranéenne d'États démocratiques
03. Evaluer les progrès en matière de droits de l'homme et de développement démocratique dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen
04. Évaluation du développement de la démocratie dans la zone euro-méditerranéenne : conceptualisation des buts, des moyens et des stratégies
05. Viser juste : leçons autour de la « crise des caricatures »

www.euromesco.net

EuroMeSCo Secretariat
Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais
Largo de São Sebastião 8, Paço do Lumiar,
1600-762 LISBOA
e-mail: mednet@mail.telepac.pt



Ce rapport a été élaboré avec le soutien financier de la Commission européenne
sous le contrat MED-2005/109-063